

Numéro 21 - 1er juin 2019

L'assaut du gouvernement albertain contre le corps politique est une préoccupation pour tous les Canadiens



Un assaut du gouvernement albertain contre le corps politique

- Le discours du trône déclare l'Alberta « ouverte aux affaires »
- Peggy Morton -
- Le programme législatif du gouvernement Kenney
 - La demande illégale de suspendre l'arbitrage de réouverture des salaires
- Le gouvernement provincial annonce des réductions et des restrictions salariales pour tous les travailleurs du secteur public
 - Commentaire sur le secteur public et son rôle essentiel dans l'économie
- K.C. Adams -

Pour des relations de nation à nation et la fin du génocide des peuples autochtones

- Journée d'action à la défense des droits des peuples autochtones
- Une décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique signifie que les Britanno-Colombiens et les peuples autochtones demeurent vulnérables aux déversements de pétrole

Les rivalités dans l'Arctique

- Le Canada dépose une demande concernant le plateau continental de l'océan Arctique
- *Peter Ewart* -

Les relations Canada-Cuba

- Le Parlement accueille un symposium sur Cuba
- Les piquetages se poursuivent à Ottawa et à Montréal pour exiger le rétablissement des services consulaires canadiens à Cuba
- Lettre ouverte au premier ministre Trudeau concernant les visas pour les universitaires latino-américains et des Caraïbes
- *L'Association canadienne des études latino-américaines et des Caraïbes* -
- Les Canadiens participent à la Caravane annuelle pour défaire le blocus injuste des États-Unis contre Cuba
- Au calendrier d'événements à Toronto: Cuba à l'ère Trump

Opposition à de nouvelles tentatives d'imposer le diktat américain

- La communauté des Caraïbes doit s'unir pour résister à l'imposition du secrétaire général de l'Organisation des États américains
- *Sir Ronald Sanders* -

L'« Accord du siècle » de l'administration Trump

- La meilleure réponse que puisse donner la Palestine est de ressusciter l'OLP
- *Ramzy Baroud* -

Le 35e anniversaire de l'opération Blue Star

- Un crime odieux de la classe dirigeante indienne contre les peuples du Pendjab et de toute l'Inde

Le 75e anniversaire du jour J

- Notre respect profond à tous ceux qui ont contribué à la défaite des nazis durant la Deuxième Guerre mondiale
- Le débarquement de Normandie et la réécriture de l'histoire
- *François Lazure* -

Supplément

Ontario

- Une année de résistance à l'escalade de l'offensive antisociale
- L'année en photos -

Un assaut du gouvernement albertain contre le corps politique

Le discours du trône déclare l'Alberta «ouverte aux affaires»

- Peggy Morton -

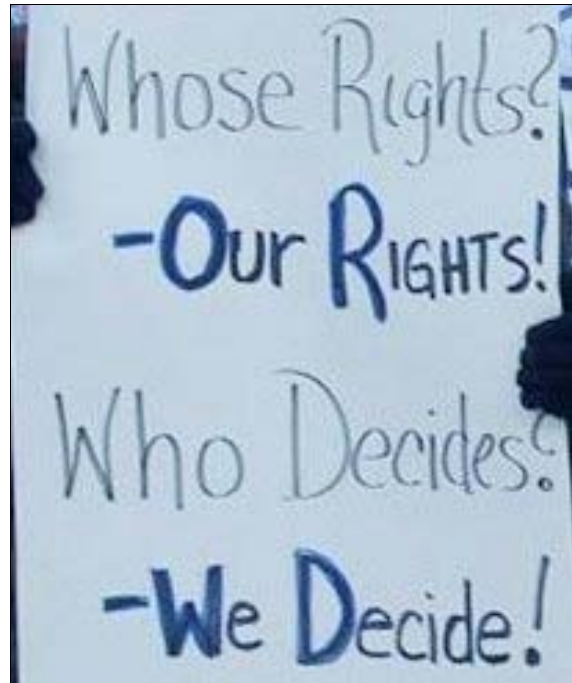
La session de printemps de l'Assemblée législative de l'Alberta a débuté le 22 mai par le discours du trône prononcé par la lieutenant-gouverneure Lois Mitchell. Partant de l'affirmation habituelle que le peuple a parlé et que le gouvernement a maintenant le mandat de payer les riches et d'imposer son programme antisocial, le discours du trône déclare que l'élection « est l'expression d'un mouvement pour le renouveau démocratique et économique ».

Il est vrai que les Albertains veulent un renouveau démocratique et économique. C'est leur plus grand besoin et désir. Mais ce que fait Jason Kenney ne satisfera pas ce besoin. En fait, cela ne résoudra aucun des problèmes auxquels sont confrontés l'économie et la politique de l'Alberta et ne fera qu'aggraver les choses. À l'heure actuelle le corps politique ne décide pas des politiques que suivent les partis cartellisés et leurs candidats qui luttent pour le pouvoir en Alberta ou ailleurs au Canada.

Pour les travailleurs et le peuple, le renouveau démocratique et économique vient de leur lutte pour s'investir du pouvoir de décider et du pouvoir de changer la direction de l'économie. Le changement du parti cartellisé au pouvoir en Alberta maintient la domination, le privilège de classe et le régime de l'oligarchie financière et cela n'a rien à voir avec le renouveau de quoi que ce soit.

La prise du pouvoir de Kenney dans le Parti progressiste-conservateur de l'Alberta et la formation du Parti conservateur uni était un coup d'État des harpéristes de Calgary pour reprendre le contrôle de la province des mains des conservateurs du Wildrose dans les zones rurales et des mains du NDP à Edmonton. Le changement de régime consolide et maintient le pouvoir de l'oligarchie financière de payer les riches et la campagne du gouvernement précédent pour permettre aux intérêts privés mondiaux d'exploiter sans restriction les ressources naturelles, tout en intensifiant la lutte acharnée qui se mène parmi les couches rivales des cercles dirigeants. L'offensive antisociale et le désinvestissement dans les programmes sociaux se poursuivent, notamment par un assaut ouvert contre les systèmes publics d'éducation et de santé et des mesures pour rendre la vie plus difficile à la classe ouvrière et à ses organisations.

Le discours du trône brosse le portrait d'une Alberta « assaillie par de graves contraintes politiques et économiques extérieures et, par conséquent, aux prises avec de graves problèmes financiers internes nécessitant une action urgente ». Il parle de « graves contraintes », mais n'analyse pas les conditions matérielles de l'Alberta, du Canada et du monde. Les « graves problèmes budgétaires



internes » qui étaient jusqu'à tout récemment attribués au gouvernement néodémocrate précédent sont maintenant attribués à « des contraintes politiques et économiques extérieures ». Autrement dit, l'Alberta serait maintenant la victime de forces économiques indépendantes de sa volonté et d'un complot visant à « enclaver son pétrole ». Cette perspective intéressée, qui était dans une grande mesure partagée par le gouvernement néodémocrate Notley lorsqu'il était au pouvoir, place l'Alberta dans une situation de devoir prendre parti dans le conflit intermonopoliste qui prend la fausse apparence d'une opposition entre l'environnement naturel et l'économie et qui divise les Canadiens avec des arguments irrationnels.

On ne saurait dire que la résurrection du slogan « Ouvert aux affaires » est un renouveau. Il est tout simplement ressorti du déshonneur de l'offensive antisociale de Mike Harris en Ontario dans les années 1990 et copié aujourd'hui par le gouvernement Ford en Ontario, le gouvernement Legault au Québec et maintenant Kenney en Alberta.

Le discours du trône promet de « créer des emplois, la croissance et la diversification économique » et de « montrer au monde que nous sommes ouverts aux entreprises pour rétablir la confiance des investisseurs, tout en rétablissant l'équilibre des finances de notre province ». Kenney est-il sérieux ? Que peut-il faire quand une oligarchie financière mondiale possède et contrôle les principaux secteurs de l'économie albertaine et que son gouvernement n'a aucune intention de changer ces arrangements ? Les crises économiques récurrentes reflètent cette domination mondiale et le peu de pouvoir, s'il en est, qu'ont l'assemblée législative et les partis cartellisés de l'Alberta sur la situation au sein du système impérialiste d'États dominé par les États-Unis.

Le programme législatif antisocial du gouvernement Kenney réduit le salaire minimum pour les jeunes de 15 dollars à 13 dollars l'heure. Il cible le système public d'éducation et de santé et les programmes sociaux avec un programme pour poursuivre la privatisation et la destruction. Il éliminera davantage les réglementations qui restreignent ceux qu'il appelle « les créateurs d'emplois ». C'est ce que Kenney appelle la création d'emplois et le renouveau économique. Les riches oligarques se voient débarrasser du lourd fardeau de 2 dollars de l'heure, des programmes sociaux, de la réglementation et de la bureaucratie administrative et ils lèvent un verre à « l'ouverture de l'Alberta aux affaires ».

La soumission de l'État aux intérêts privés pour offrir à l'oligarchie financière tout ce dont elle a besoin pour poursuivre son pillage des ressources naturelles et l'expropriation de la valeur que produisent les travailleurs ne contribue en rien à la solution des problèmes de l'économie ou de la démocratie. Le renouveau économique de Kenney et de ses semblables revient à nier toute considération des conséquences de l'activité économique à l'exception de la seule qui compte : le taux de profit de la richesse privée investie. Rien ne doit interférer avec le motif de production de l'impérialisme, qui est le plus grand profit le plus rapidement possible.



Rassemblement à Edmonton le 30 avril 2017 pour exiger que cesse la pratique des entreprises « à deux volets » dans l'industrie de la construction..

À quel nouveau démocratique les travailleurs peuvent-ils s'attendre des dieux de la peste lorsque même les lois du travail les empêchent de constituer des organisations de défense sur le lieu de travail ? Dans le secteur de la construction, la loi autorise les travaux « à deux volets » dans lesquels les entreprises peuvent transférer une partie des travaux aux non-syndiqués et favorise la reconnaissance de l'Association chrétienne des travailleurs du Canada qui agit aux ordres des entreprises de même qu'à d'autres ruses pour priver les travailleurs de leur droit de s'organiser. Le gouvernement précédent dit avoir modifié les lois du travail en faveur de la classe ouvrière, mais aucun lieu de travail n'a été en mesure de négocier un accord sur les services essentiels sans lequel les grèves sont illégales.

Pour le gouvernement Kenney, le nouveau démocratique pour les travailleurs est d'être traités comme des consommateurs ayant un « choix », celui d'appartenir à un syndicat ou non, de verser des cotisations syndicales ou non, et la possibilité de choisir entre l'un ou l'autre des partis cartellisés. Et tout le monde sait ce que cela signifie dans un pays où la propagande antisyndicale est monnaie courante et où les travailleurs sont blâmés pour tous les maux de l'économie quand leur « choix » gêne la réalisation du profit sans égard aux conséquences pour l'environnement naturel et social.



Les partis cartellisés et les gouvernements sont portés au pouvoir et renvoyés à la demande de l'oligarchie financière. Toute discussion sur le nouveau démocratique doit donc commencer ailleurs que dans leurs coulisses et à partir d'autre chose que leurs communiqués de presse. Les travailleurs eux-mêmes doivent acquérir le pouvoir par leurs propres efforts et leur organisation, en parlant en leur propre nom. Ce n'est qu'alors qu'ils pourront faire l'expérience d'un véritable nouveau démocratique et s'engager sur la voie du nouveau économique avec un nouveau motif de production, celui de garantir le bien-être et les droits du peuple en priorité et d'humaniser l'environnement social et naturel.

Le programme législatif du gouvernement Kenney



Des jeunes de Calgary participent à la grève des jeunes sur le climat, le 15 mars 2019, pour demander que les gouvernements prennent des mesures pour protéger l'environnement et leur avenir.

Permettre à l'oligarchie financière de tirer un profit privé des travailleurs et des ressources de l'Alberta

Dans son discours du trône du 22 mai, le gouvernement conservateur albertain de Jason Kenney a

commencé à présenter son programme législatif pour les sessions du printemps et de l'automne. Il a clairement indiqué qu'il entend intensifier l'offensive antisociale néolibérale. Quatre projets de loi ont été présentés rapidement.

Projet de loi 1, *Loi de l'abolition de la taxe sur le carbone*

Le projet de loi 1 éliminera la taxe sur le carbone de l'Alberta. En agissant de la sorte, Kenney promet d'intenter une poursuite en cour contre la taxe fédérale sur le carbone, que le gouvernement Trudeau entend mettre en oeuvre en Alberta tout de suite après que la loi provinciale aura été abrogée.

Kenney s'engage à contester la constitutionnalité de la loi fédérale en dépit de la décision de la Cour d'appel de la Saskatchewan qui a soutenu le droit du gouvernement fédéral d'imposer une telle taxe. Cela illustre l'hostilité et l'animosité croissante qui existent entre les sections rivales de l'élite dirigeante, qui vont devenir encore plus acrimonieuses avec Kenney à la barre en Alberta.

Projet de loi 2, *Loi pour une Alberta ouverte aux affaires*

Le projet de loi 2, qui a été déposé le 27 mai, réduit le salaire minimum pour les jeunes travailleurs de 15 à 13 dollars l'heure. Le projet de loi qualifie de manière cynique cette compression salariale de mesure qui contribue à la création d'emplois pour les jeunes travailleurs.

Le projet de loi renverse également la loi du gouvernement néodémocrate précédent qui accordait la certification automatique à un syndicat lorsque 65 % des travailleurs d'un endroit de travail signaient une carte d'adhésion à un syndicat. Le discours du trône annonce à ce sujet que d'autres mesures du genre vont suivre, ce qui poursuit le plan de l'ancien gouvernement fédéral de Stephen Harper de faire obstacle au droit des travailleurs de s'organiser dans leurs collectifs de défense de façon à avoir un poids réel. On s'attend aussi à l'octroi d'une autorisation juridique aux employeurs de payer les heures supplémentaires accumulées à temps simple.

Projet de loi 3, *Loi de réduction des impôts pour créer des emplois*



Déposé le lendemain, le projet de loi 3 réduit le taux nominal d'imposition sur le bénéfice net des entreprises de 12 à 8 %, ce qui en fait le taux provincial le plus bas au Canada.

L'impôt sur les sociétés fixé à 12 % représentait une petite fraction seulement du revenu total amassé par le gouvernement de l'Alberta. En 2017-2018, le revenu total du gouvernement a atteint 47,295 milliards de dollars et seulement 3,448 milliards de dollars provenaient de l'impôt sur les sociétés, soit environ 7,2 % du budget total. Si le taux de 8 % avait été en vigueur pendant cette année fiscale, le revenu total aurait été amputé de 1,138 milliard de dollars et aurait été de 46,157 milliards de dollars. L'impôt sur les sociétés, qui aurait été de 2,310 milliards, aurait représenté seulement 5 % du revenu provincial total amassé.

Le discours du trône suppose qu'un impôt des sociétés réduit sur le bénéfice net des entreprises « générera 55 000 nouveaux emplois à temps plein, et fera croître notre économie de 12,7 milliards de dollars ». Comment le lapin va sortir du chapeau semble un mystère de l'économie impérialiste, doit-on croire. Comment sera compensé ce manque de revenu n'est pas un mystère. Il proviendra d'investissements plus bas dans les programmes sociaux et d'attaques contre les salaires et les conditions de travail des travailleurs du secteur public, et de coupures dans les emplois.

Projet de loi 4, *Loi sur la réduction des formalités administratives*

Le dépôt du projet de la loi 4 a aussi été fait le lendemain de celui du projet de loi précédent. Le gouvernement veut que ce projet de loi accélère l'approbation des projets relatifs aux ressources, réduise les coûts des entreprises recherchant l'approbation réglementaire, et fournisse le champ libre en général aux monopoles de faire tout ce qu'ils veulent sans restriction sur leurs actions, sans égard aux conséquences sociales et naturelles.

Plusieurs diront que cela contribuera au désastre compte tenu du fait que faire de l'argent le plus vite possible est le mobile et le modus operandi des entreprises au sein de l'économie impérialiste. Le mobile du profit pousse les grandes compagnies à ignorer de façon routinière leurs responsabilités sociales. Cela donne lieu à des aventures irresponsables et à des désastres tels ces 300 000 puits de pétrole et de gaz orphelins en Alberta, ou ces sites miniers abandonnés et à la pollution de l'air, de l'eau et des sols, dont aucune entreprise ne veut être redevable parce que cela nuit à ses profits.

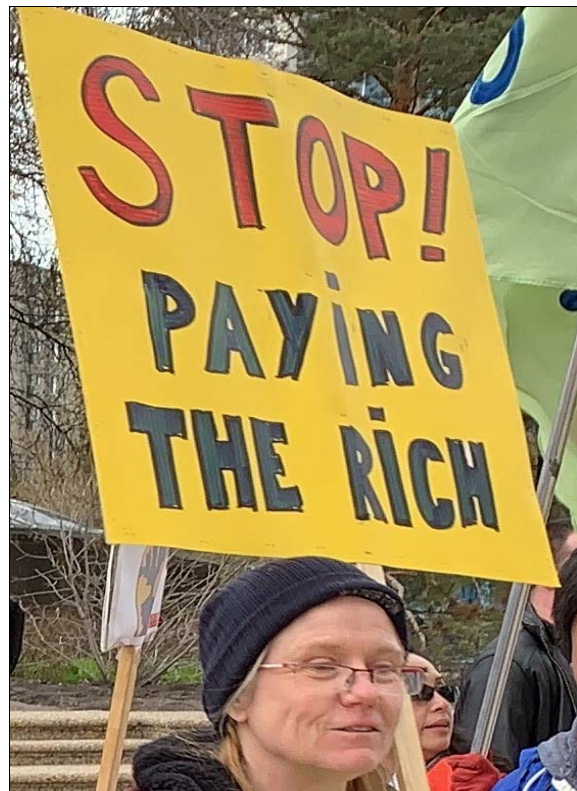
Autres projets de loi

Le projet de loi *Loi sur l'appropriation* fournira des estimations provisoires qui seront suivies d'un plein budget à la session d'automne. On lit dans le discours du trône : « Ce budget profitera de l'éclairage provenant du rapport du Panel d'évaluation fiscale, dirigé par l'ancienne ministre des Finances de la Saskatchewan, Janice MacKinnon, qui fera des recommandations sur la façon de restaurer l'équilibre dans les finances de la province pour que nous cessions d'encombrer les générations futures avec des dettes. Mon gouvernement va également tenir des consultations publiques sur la meilleure façon de mettre fin au financement déficitaire tout en protégeant les services publics de première ligne. »

Le financement déficitaire et les dettes font partie intégrante de l'économie impérialiste. Le fait que les partis cartellisés utilisent l'existence de ces phénomènes comme excuse pour ne pas s'acquitter de leurs responsabilités sociales révèle leur rôle de lèche-bottes de l'oligarchie financière et leur inaptitude à gouverner. Les partis cartellisés empêchent les travailleurs de trouver, de proposer et de mettre en oeuvre une direction prosociale de l'économie qui garantit le bien-être et les droits du peuple, humanise l'environnement social et naturel et élimine le privilège de classe destructeur des riches oligarques.

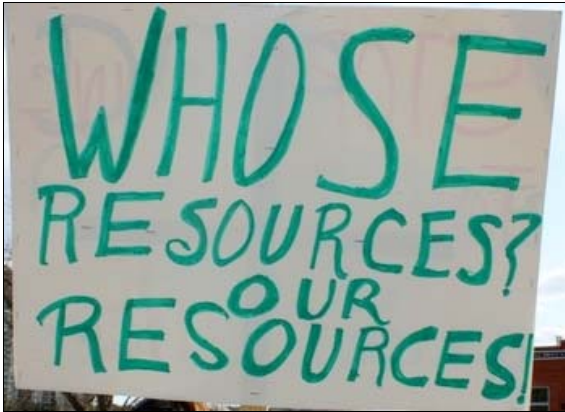
Parmi les autres projets de loi à venir figurent celui de la *Loi sur la modification des lois fiscales*, qui devrait revenir à un régime d'imposition uniforme pour l'impôt sur le revenu des particuliers, qui ne fait qu'enchâsser son caractère rétrograde, et celui de la *Loi sur la garantie des redevances* qui vise à « assurer que la structure de redevances en place lorsqu'un puits est foré demeure en place pour la vie du puits ».

Le projet de loi *Loi sur le choix en éducation* rétablira et élargira « les choix offerts aux parents et aux enfants », une expression qui signifie la poursuite de la privatisation et une tentative de porter atteinte au droit des élèves à la vie privée et à la responsabilité des enseignants de respecter cette vie privée.



L'annonce la plus cynique de toutes est sans doute l'engagement de promulguer la loi intitulée « *Loi visant à sauver la fille d'à côté* » qui instaurerait des mesures contre la traite des êtres humains. Cela vient de Jason Kenney qui, lorsqu'il était ministre de l'immigration du gouvernement Harper, a lancé des attaques particulièrement brutales contre les travailleurs migrants, notamment les aides familiaux résidents et les travailleurs étrangers temporaires. Beaucoup considèrent le traitement de ces travailleurs par le gouvernement canadien comme l'équivalent de la traite des êtres humains.

Le discours du trône a répété que le gouvernement Kenney abrogerait la Réglementation pour stimuler la compétitivité du carbone et la remplacerait par un Fonds pour l'innovation technologique et la réduction des émissions, afin de « garantir les investissements dans de nouvelles technologies qui réduisent les émissions et peuvent être exportées dans le monde entier ».



Le gouvernement néodémocrate précédent a également mis à la disposition des riches des stratagèmes pour leur payer des « technologies de réduction des émissions ». Les entreprises des sables bitumineux souhaitent vivement introduire cette technologie, car elle permet de réduire la consommation de carburant et, par conséquent, les coûts de production de leurs produits. Elles souhaitent être payées par le trésor public pour faire ce qui sert leur intérêt étroit et pour attirer des investisseurs étrangers. L'engagement de Kenney de réduire les émissions doit être examiné dans le

contexte du retrait, par certaines sections de l'oligarchie financière, d'investissements dans les produits issus du carbone et leur utilisation, vers la croissance des investissements privés et des stratagèmes publics pour payer les riches dans les programmes d'énergies vertes et dans des actions connexes, telles que le captage et le stockage du CO₂.

Le gouvernement Kenney a également proclamé la loi adoptée par l'ancien gouvernement néodémocrate, mais qui n'a jamais reçu la sanction royale, la *Loi visant à préserver la prospérité économique du Canada*. Cette loi donne le pouvoir au gouvernement d'obliger les entreprises à obtenir une licence avant de transporter des produits énergétiques de l'Alberta par pipeline, par train ou par camion. La Loi est une menace adressée au gouvernement de la Colombie-Britannique que les autorités de l'Alberta « fermeront les robinets » si la Colombie-Britannique « fait de l'obstruction » à la construction de l'agrandissement du pipeline Trans Mountain.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a réagi en contestant devant les tribunaux le projet de loi, le déclarant inconstitutionnel. L'ancienne première ministre de l'Alberta Rachel Notley a dit que le geste de Kenney affaiblit la lutte de l'Alberta contre la Colombie-Britannique et ajouté que l'intention de son gouvernement, en adoptant le projet de loi, était d'attendre qu'il soit « nécessaire de fermer les robinets ». Ils auraient alors rapidement proclamé la loi et utilisé ses dispositions dans les trois heures qui ont suivi, avant que la Colombie-Britannique puisse déposer une contestation judiciaire. « Il (Kenney) ressemble un peu à un bandit armé qui parcourt les rues en fanfaronnant et en agitant son pistolet après en avoir intentionnellement retiré les balles », a dit Notley.

Le discours du trône a indiqué également que le gouvernement Kenney continuera l'opposition du gouvernement Notley à deux projets de loi fédéraux : le projet de loi C-48, qui, une fois adopté, interdira le chargement et le déchargement des pétroliers sur la côte ouest de la Colombie-Britannique, au nord de l'île de Vancouver, et le projet de loi C-69 qui révisé le régime réglementaire pour l'approbation de projets tels que les pipelines et les mines. Le discours du trône déclare que le projet de loi C-69, *Loi sur l'évaluation d'impact* « menace la compétence exclusive de l'Alberta sur les ressources naturelles non renouvelables et porte atteinte à la confiance des investisseurs ».

Jason Kenney, avant et maintenant

Jason Kenney a été un membre important du gouvernement fédéral conservateur de Stephen Harper qui a utilisé tous les moyens à sa disposition pour imposer la volonté de puissants intérêts privés à l'échelle du Canada pour mener à bien la destruction nationale, attaquer les droits des travailleurs et des nations autochtones, et tenter de réprimer toute opposition en déclarant que vous êtes avec nous ou contre nous.

Kenney est maintenant devenu le fervent défenseur d'intérêts privés particuliers de l'Alberta et des pouvoirs de la province, bien que les intérêts privés de l'oligarchie financière supranationale qui possèdent et contrôlent l'énergie, la construction et les autres secteurs principaux en Alberta ne s'arrêtent pas à une frontière, et ne la reconnaissent même pas, à moins qu'elle ne serve leurs intérêts étroits.

Le discours du trône a également répété la déclaration de guerre de Kenney contre quiconque s'oppose aux exigences et à la direction de l'élite dirigeante en ce qui a trait à la production de bitume et d'autres produits dérivés du carbone en Alberta. Une enquête publique sera menée sur « les sources de fonds étrangères responsables de la campagne visant à enclaver l'énergie de l'Alberta ». Cela n'a évidemment rien à voir avec les paroles, les gestes et les énormes sommes d'argent dépensées par l'Association canadienne des producteurs pétroliers, une organisation composée en grande partie d'entités étrangères, d'autres organisations des barons du pétrole ou de sociétés principalement étrangères qui dominent le secteur de l'énergie en Alberta, afin de promouvoir leurs intérêts privés et bloquer toute discussion ou réflexion sur une direction alternative de l'économie pouvant extirper la province de sa dépendance envers une économie unidimensionnelle, sujette aux crises et sous contrôle étranger.

(Photos : LML, Calgary Social Change)

La demande illégale de suspendre l'arbitrage de réouverture des salaires



Les membres du comité de négociation du Syndicat des infirmières unies de l'Alberta étaient prêts à rencontrer le comité de négociation des employeurs pour un arbitrage de réouverture des salaires le 13 mai 2019, mais le nouveau gouvernement a mis l'arbitrage en attente.

Le gouvernement du Parti conservateur uni de Jason Kenney en Alberta n'était pas encore assermenté qu'il s'est montré inapte à gouverner en faisant outrage à la loi. Le parti de Kenney a tourné le dos à ses obligations envers les 30 000 infirmières et infirmiers de l'Alberta, membres du Syndicat des infirmières unies de l'Alberta (UNA), et des dizaines de milliers de membres de l'Union

des employés provinciaux de l'Alberta (AUPE) en ordonnant à Services de santé de l'Alberta de mettre en attente l'arbitrage sur la réouverture des salaires. L'arbitre a acquiescé à la demande illégale bien que le Code des relations de travail de l'Alberta interdise spécifiquement à un arbitre de modifier une convention collective en vigueur. L'UNA est immédiatement intervenue pour bloquer les actions illégales du gouvernement conservateur et la capitulation de l'arbitre, qui violent la convention collective des infirmières et de trois employeurs de la province.

Les délais de négociation et d'arbitrage d'une réouverture de salaire figurent dans la convention collective de l'UNA. L'entente prévoyait que les négociations devaient commencer le 15 février et si aucun accord n'était conclu avant le 31 mars, la question serait soumise à un arbitrage avec une audience au plus tard le 30 juin. L'UNA n'est pas parvenue à un règlement négocié avec le gouvernement néodémocrate précédent, qui a proposé une augmentation de salaire de zéro ; par conséquent, une date pour l'arbitrage a été fixée. L'ingérence illégale du gouvernement conservateur à ce stade empêche la poursuite de l'arbitrage.

L'UNA a demandé à la Commission des relations de travail de l'Alberta d'ordonner la reprise immédiate du processus de négociation collective et de l'arbitrage, comme l'exigent la loi et les conventions collectives en vigueur. La Commission a réagi en annonçant qu'une audience accélérée aurait lieu le 30 mai.

L'UNA a également déposé une plainte de négociation de mauvaise foi auprès de la Commission. David Harrigan, directeur des relations de travail de l'UNA, explique : « La mise en attente unilatérale de l'arbitrage d'une réouverture de salaire correspond clairement à la définition légale de la négociation de mauvaise foi. Ce ne sont pas les représentants des employeurs de nos membres qui prennent les décisions dans la négociation, comme l'exige la loi, c'est le gouvernement de l'Alberta. Les employeurs envoient des personnes à la table de négociation qui nous disent qu'elles n'ont aucune idée de ce qui se passe et qu'elles n'ont en réalité aucun pouvoir de négocier. »



Le gouvernement conservateur a également tenté d'imposer un deuxième arbitre pour suspendre l'arbitrage de dizaines de milliers de membres de l'AUPE, dont la convention collective prévoit une réouverture des salaires. Cette fois-ci, l'arbitre a entendu les représentations du gouvernement et du syndicat. Il a décidé de maintenir les termes de la convention collective et a rejeté la demande du gouvernement.

Les membres de l'AUPE travaillant dans les services gouvernementaux provinciaux, les services de soutien généraux dans la santé et les soins infirmiers ont ratifié les conventions collectives en 2018 qui incluent un arbitrage sur l'ajustement salarial qui doit se tenir au plus tard le 30 juin 2019. Un retard de ce processus d'arbitrage aurait constitué une négation des droits légitimes et négociés de ces syndiqués, souligne l'AUPE.

Le *Edmonton Journal* rapporte que le ministre des Finances du gouvernement du Parti conservateur uni, Travis Toews, a admis qu'il avait demandé à Services de santé de l'Alberta de mettre l'arbitrage en attente pendant que le gouvernement « consulte les partenaires ».

Les travailleurs organisés ont des années d'amère expérience avec des manoeuvres similaires de gouvernements qui cherchent à priver les travailleurs du secteur public et d'autres travailleurs de leurs droits. C'est assez ! La classe ouvrière n'acceptera aucune action arbitraire et antiouvrière du gouvernement conservateur, quelles que soient les demandes de ses puissants « partenaires » privilégiés.

(Photos : UNA)

Le gouvernement provincial annonce des réductions et des restrictions salariales pour tous les travailleurs du secteur public

Le gouvernement du Parti conservateur uni de Jason Kenney en Alberta serait en train de préparer une loi « à l'épreuve de la Charte » sur la « restriction des salaires » pour les travailleurs du secteur public. Ce serait l'objectif derrière son obstruction illégale de l'arbitrage sur la réouverture des salaires pour les travailleurs des services publics. Kenney souhaite gagner du temps d'ici à ce que son nouveau « comité d'experts sur les finances de l'Alberta » dévoile le plan du gouvernement pour couper dans les programmes sociaux et les services publics et abaisser le niveau de vie et les conditions de travail de tous les employés du secteur public.

Dans un article publié en 2017 par l'École des politiques publiques de l'Université de Calgary intitulé « Une nouvelle trajectoire pour les budget de l'Alberta », les auteurs Janice MacKinnon, qui est la présidente du « groupe d'experts » de Kenney, et Jack Mintz, tristement célèbre pour son dévouement servile à de puissants intérêts privés, réclament des réductions de salaire suivies de zéro augmentation pour tous les travailleurs du secteur public de la province. Ils expliquent le processus pour imposer les nouvelles conventions collectives et disent qu'il résistera aux contestations en vertu de la Charte selon lesquelles ces mesures et ces lois antiouvrières violent le droit à la négociation collective.

Les travailleurs albertains ont le droit d'avoir leur mot à dire et un contrôle sur leurs salaires, leurs conditions de travail et leur niveau de vie en général, tout au moins le droit de négocier leurs conditions de travail dans un contexte d'équilibre. Aucun « groupe d'experts », universitaire ou riche oligarque ni aucune loi provinciale ne peuvent écarter ou nier le droit des travailleurs de négocier collectivement leurs conditions de travail sans s'attendre à des conséquences graves dans un contexte de déséquilibre.

L'usage de la force et du diktat pour imposer des réductions de salaire, des conditions de travail insoutenables et un travail de plus en plus précaire aux travailleurs du secteur public et à d'autres travailleurs, tout en coupant dans les programmes sociaux et les services publics indispensables à une existence humaine moderne ne doit pas passer !

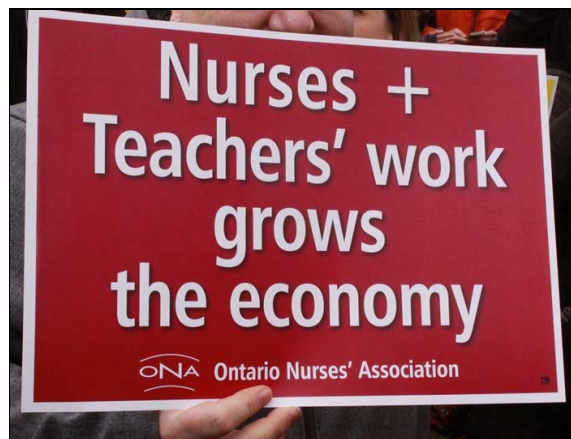


Commentaire sur le secteur public et son rôle essentiel dans l'économie

- K.C. Adams -

Les travailleurs du secteur public de l'Alberta créent une valeur immense qui bénéficie grandement à ceux qui possèdent et contrôlent les entreprises de l'énergie et les autres secteurs majeurs de l'économie. Ceux qui possèdent et contrôlent les entreprises qui bénéficient de la valeur que produisent les travailleurs du secteur public refusent de reconnaître et de réaliser (payer pour) cette valeur dans un échange approprié où ils utilisent la valeur que les travailleurs créent au sein de leurs entreprises. Il faut venir à bout de ce refus afin que la valeur des programmes sociaux et des services publics puisse être réalisée et réinvestie dans ces services pour en assurer la reproduction élargie. Si cela était fait, on ne pourrait pas utiliser la fraude du manque d'argent pour couper dans les programmes sociaux et les services publics et attaquer les droits des travailleurs du secteur public.

Le refus d'autres secteurs et entreprises de payer pour la valeur du secteur public qu'ils consomment par le biais d'un échange adéquat de valeur provoque une crise constante de sous-financement des programmes sociaux et des services publics. La fraude du manque de fonds est alors utilisée pour couper dans les programmes sociaux et pour s'attaquer au droit des travailleurs du secteur public de négocier des salaires et des conditions de travail qui leur sont acceptables.



Le gouvernement précédent du NPD n'a pas abordé ce problème sérieux de l'économie et des relations entre les travailleurs et leurs employeurs par ses paroles ou par ses actes. Le gouvernement précédent a plutôt utilisé la fraude du manque de fonds pour tenter de justifier des attaques antiouvrières semblables, qu'on a dites moins dures et plus appropriées en un temps de crise. Ces expressions cachent le fait qu'il faut donner une nouvelle direction à l'économie et que les droits du peuple sont inaliénables et ne peuvent être niés, peu importe l'excuse. La porte-parole actuelle du NPD en matière de travail, Christina Gray, qui était ministre du Travail sous le gouvernement du NPD, a dit que le gouvernement Kenney « joue un jeu dangereux. [...] Il est extrêmement frustrant de voir l'approche de négociations de bonne foi du gouvernement précédent jetée aux rebus alors qu'elle a mené à des augmentations de salaire de 0 % et à un bon accord pour les contribuables en temps de récession. Cette approche est rejetée d'emblée et les gestes du gouvernement expriment un manque de respect pour ces travailleurs. »

Quelle est la grande différence entre les deux gouvernements si ce n'est que les propos de Christina Gray sont manifestement hypocrites et trompeurs tandis que ceux de Jason Kenney sont grossièrement arriérés et frondeurs.

Kenny et Gray se trompent lourdement s'ils croient que les Albertains vont avaler la propagande de l'oligarchie financière à propos du « manque d'argent » comme prétexte pour priver les travailleurs de leurs droits, intensifier l'offensive antisociale et continuer d'attaquer les services publics et les programmes sociaux de l'Alberta et les travailleurs qui les dispensent. Évidemment que l'argent manque lorsque ceux qui contrôlent l'économie et ses entreprises principales refusent de payer pour la valeur sociale que les entreprises consomment par le biais d'un échange équivalent et retirent plutôt la valeur nouvelle que créent les travailleurs de l'économie et de la province.

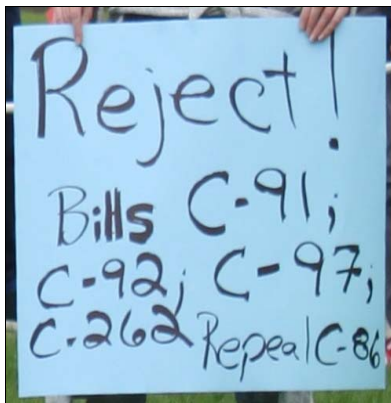


L'Alberta a tout ce qu'il faut pour créer une économie dynamique qui peut combler et garantir les besoins et les droits de tous sans crises économiques récurrentes. Le problème est qu'elle est contrôlée par une poignée d'oligarques mondiaux et leurs représentants qui ne peuvent pas échapper à leur être social privilégié et refusent de céder la place.

Les travailleurs veulent une nouvelle direction prosociale de l'économie ; ils veulent que leurs réclamations à l'économie et à la société soient reconnues et que leurs droits soient défendus à coup sûr. Le gouvernement et l'opposition officielle se plient aux demandes des oligarques, principalement étrangers, qui contrôlent l'énergie et les autres industries et entreprises majeures en Alberta. Cet affrontement entre intérêts conflictuels illustre qu'il est temps de s'organiser et de préparer les conditions subjectives pour bâtir le Nouveau.

**Pour des relations de nation à nation et la fin
du génocide des peuples autochtones**

Journée d'action à la défense des droits des peuples autochtones



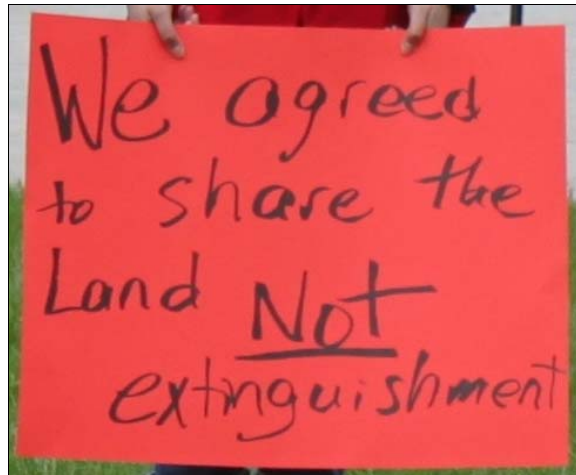
Le 3 juin, l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées publiera son rapport final. L'enquête a été menée après des années de travail de mobilisation mené par des femmes autochtones à la base qui ont exhorté l'État canadien à s'attaquer aux causes profondes et systémiques de la violence à laquelle sont confrontées les femmes et filles autochtones. Pendant ce temps, les violences se poursuivent à cause de l'incapacité du gouvernement du Canada à mettre fin aux relations coloniales et au traitement colonial des peuples autochtones une fois pour toutes, d'établir des relations de nation à nation et de réparer tous les crimes commis à leur encontre.

Le 27 mai, pour protester contre les violences et les mauvais traitements continuels, les peuples autochtones et leurs partisans ont organisé des actions à travers le pays, visant spécifiquement

plusieurs projets de loi qui leur étaient imposés. Ils n'ont pas été sérieusement consultés sur ces projets de loi, qui ne reconnaissent pas les relations de nation à nation qui doivent guider les relations du Canada avec les peuples autochtones.[1] Ces projets de loi s'inscrivent dans le contexte du « Cadre en dix points » des libéraux de Trudeau largement rejeté et qui visait à mettre fin aux droits ancestraux une fois pour toutes, et que le gouvernement a été contraint d'abandonner en décembre 2018.[2] Au total, ils équivalent à un nouveau Livre blanc 2.0 qui, à l'instar du Livre blanc de 1969 déposé par le premier ministre Pierre Trudeau et son ministre de la Justice, Jean Chrétien, vise à éliminer une fois pour toutes les droits ancestraux et issus de traités des peuples autochtones. Des actions ont eu lieu à Vancouver, Edmonton, Calgary, Saskatoon, Winnipeg, Sault-Ste-Marie, London et Ottawa.

Lors de l'action sur la colline du Parlement, le chef Lee Crowchild, de la première nation Tsuut'ina, a appelé tout le monde à s'éduquer sur le projet de loi. « Je pense que cette journée d'action, cette réalité qui se déroule partout au Canada, est un rappel aux générations qu'elles ne peuvent pas rester les bras croisés », a-t-il déclaré.

Les orateurs à l'action à Ottawa ont également réitéré la nature problématique du projet de loi sur la protection des enfants autochtones, censé aider les communautés autochtones à acquérir la compétence en matière de protection de l'enfance, tandis que l'argent proviendra toujours des gouvernements provinciaux. La nécessité pour les peuples autochtones de créer leurs propres lois sur la protection de l'enfance a également été soulignée. « En tant que Premières Nations, nous sommes en voie de mettre sur pied notre propre loi et de l'élaborer alors que ce projet loi sur la garde des enfants approche à grands pas. Nous savons donc en substance en quoi le problème consiste et nous saurons comment y remédier », a déclaré le chef Henry Lewis, de la nation crie d'Onion Lake.



À partir de la colline parlementaire, les manifestants se sont rendus au bureau du premier ministre et, après un bref piquet, ont marché sur la rue Wellington jusqu'à l'immeuble où se trouve le Sénat du Canada.

Lors du rassemblement à Winnipeg, l'organisatrice Elyssa McIvor a adressé ses remarques « au gouvernement fédéral et à Justin Trudeau, ainsi qu'à Carolyn Bennett et Seamus O'Regan » qui « doivent savoir qu'ils n'ont pas notre consentement [pour ces projets de loi]. Ils ne nous ont jamais informés de ces changements et nous allons nous battre jusqu'à la fin. »

Elle a ajouté qu'avec ces projets de loi, « on prétend nous donner plus d'autonomie, plus d'autodétermination, plus de contrôle sur nos services, plus de contrôle sur nos territoires. Mais

en réalité, ils atténuent et affaiblissent tout ce que nous essayons d'accomplir. »

La marche à Winnipeg a débuté devant le Musée canadien des droits de la personne pour se terminer

devant l'Assemblée législative du Manitoba. McIvor a fait remarquer que parmi les participants à la marche, il y avait des membres des territoires des traités 1, 2 et 5, ainsi que des supporters.

À Calgary, une centaine de personnes se sont rassemblées à Olympic Plaza, dans le centre-ville. Pareillement aux slogans repris par les marcheurs, les orateurs ont souligné que les peuples autochtones n'acceptent pas l'assimilation et qu'ils sont déterminés à défendre leur souveraineté et à exiger des relations de nation à nation avec le Canada. Tous les participants se sont dirigés vers le bâtiment fédéral Harry Hays pour ensuite revenir à leur point de départ où ils ont continué de faire entendre leurs revendications.

Une autre manifestation a eu lieu à Calgary le 30 mai, en marge de la réunion nationale des Premières Nations sous le thème « Innovation et réussite ». La réunion, qui s'est tenue à l'hôtel Westin du 28 au 30 mai, était organisée par les institutions financières des Premières Nations (autorité financière des Premières Nations, le conseil de gestion financière des Premières Nations et la commission de la fiscalité des Premières Nations) et le conseil consultatif des terres des Premières Nations. Cela inclut les Premières Nations qui participent à la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations*, à l'Accord-cadre relatif à la gestion des terres des Premières Nations (AGTPN) et aux Premières Nations qui ont conclu une entente avec le gouvernement fédéral pour des subventions sur une période de 10 ans.

Selon APTN News, d'autres dirigeants et organisations locales autochtones prévoient organiser d'autres rassemblements tout au long de l'été.

Vancouver, Colombie-Britannique



Edmonton, Alberta



Calgary, Alberta



Saskatoon, Saskatchewan



Winnipeg, Manitoba



Sudbury, Ontario



London, Ontario





Notes

1. Les projets de loi en question sont : le projet de loi C-91, *Loi sur les langues autochtones* (à l'étape de la deuxième lecture au Sénat) ; le projet de loi C-92, *Loi concernant les enfants, les adolescents et les familles des Premières Nations, Inuits et Métis* (à l'étape de la deuxième lecture et renvoyé au Comité permanent des affaires autochtones et du Nord) ; le projet de loi C-97, loi d'exécution du budget omnibus de 2019 (à l'étape de la deuxième lecture et renvoyé à un comité à la Chambre des communes) créant le ministère des Services aux Autochtones, les Relations Couronne-Autochtones et les Affaires du Nord pour remplacer Affaires autochtones et du Nord Canada ; et le projet de loi C-86 d'exécution du budget 2018 (a reçu la sanction royale en décembre 2018), qui modifie la *Loi sur la gestion des terres des Premières Nations* et la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations*. Les projets de loi C-91 et C-92 devraient recevoir la sanction royale en juin, selon CBC News.

La Chambre des communes doit cesser ses activités le 21 juin pour les vacances d'été. Le gouvernement Trudeau cherche à prolonger les heures de séance pour faire adopter ces projets de loi et d'autres avant l'ajournement, ou sinon tenir une session d'été.

2. « [Trudeau Liberals' New Attempt at a 'Final Solution' to Extinguish Hereditary Rights](#) », Pauline Easton, *TML Weekly*, 4 décembre 2018.

(Sources : CBC et APTN. Photos : LML, Rally 4 Indigenous Rights, A. Nathan, M. Clifton, A. Madison, C. Chantal, P. Quinn, M. Moran, B. Ballantyne, K. Jones)



Une décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique signifie que les Britanno-Colombiens et les peuples autochtones demeurent vulnérables aux déversements de pétrole



Piquetage à Terrace, le 18 avril 2019, à l'extérieur des audiences du Sénat sur le projet de loi C-48, *Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers*, qui interdirait aux navires-citernes transportant plus de 12 500 tonnes de pétrole de s'arrêter ou de décharger leur cargaison sur la côte nord de la Colombie-Britannique.

Une décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique publiée le 24 mai indique que les modifications proposées à l'*Environment Management Act* (EMA) de la Colombie-Britannique ne relèvent pas de la compétence provinciale. Cela « rend les Britanno-Colombiens vulnérables aux risques pour la santé, la sécurité et l'environnement liés à l'augmentation du transport de pétrole lourd dans la province », indique un communiqué de presse publié par West Coast Environmental Law.

« Les modifications proposées par la Colombie-Britannique incluent un régime de permis pour les entreprises qui transportent des substances dangereuses, telles que le bitume dilué, dans toute la province », a dit le communiqué de presse.

« Pour relever les défis environnementaux de notre époque, toutes les administrations, fédérales, provinciales et autochtones, devront prendre des mesures réelles, a déclaré Jessica Clogg, directrice générale et avocate principale. Avec cette décision, la Cour d'appel de la Colombie-Britannique a fait marche arrière en ce qui a trait au fédéralisme coopératif, ce qui met en péril notre santé, notre sécurité et notre environnement. »

L'avocat-conseil Eugene Kung souligne que la décision est un pas en arrière, car « les marées noires ne respectent pas les frontières, pas plus que les changements climatiques ». « C'est aussi une gifle pour les gouvernements autochtones dont la juridiction a été ignorée », a-t-il déclaré.



Le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé son intention de faire appel de cette décision devant la Cour suprême du Canada. Si celle-ci accepte l'appel, elle se prononcera sur la constitutionnalité du projet de loi qui, sans aucun doute, ne résout pas la question de fond, qui est la justesse de la cause pour laquelle luttent le peuple de la Colombie-Britannique et les peuples autochtones.

Les nations Haida et Heiltsuk ont condamné la décision de la Cour d'appel dans un communiqué de presse parce qu'elle « réduit le pouvoir des provinces de protéger les terres et les eaux de projets d'infrastructure interprovinciaux et ne reconnaît pas le rôle des peuples autochtones dans la protection de l'environnement. La décision augmentera le risque de déversement de pétrole et de dommages environnementaux liés à l'agrandissement proposé du pipeline Trans Mountain. »



« La décision d'aujourd'hui est décevante, car elle révèle le manque de compréhension et/ou le refus des tribunaux de reconnaître la juridiction autochtone sur nos territoires. Le refus de reconnaître nos arguments dans cette décision est une occasion manquée pour les tribunaux de démontrer par un geste une véritable réconciliation », déclare Nang Kaadlljuus, président de la nation Haida Gaagwiis Jason Alsop.

« La décision de la Cour d'appel est offensante et irresponsable. Il est inacceptable que, malgré le statut de partie intéressée qui ait été accordé, la Cour n'ait même pas reconnu nos arguments ou

ceux d'autres gouvernements autochtones. Elle nous a invités à entrer dans la salle, mais elle nous a totalement ignorés », ajoute Marilyn Slett, conseillère en chef élue de la nation Heiltsuk. « Malgré plus de 30 ans de litiges qui ont renforcé la reconnaissance constitutionnelle des droits des peuples autochtones, la Cour a adopté un point de vue très étroit. En cette période de réconciliation et d'engagement de la part de la Couronne à mettre en oeuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, la décision d'aujourd'hui est un grand pas en arrière », a-t-elle déclaré.

Dans le communiqué de presse publié par les Heiltsuk et les Haïdas, il est mentionné qu'ils font partie des quatre personnes intéressées autochtones qui ont présenté des arguments pour appuyer la Colombie-Britannique dans sa protection de l'environnement. Ils ont présenté des arguments liés à leurs titres et droits autochtones inhérents et ont soulevé les lacunes du cadre actuel de lutte contre les déversements que la législation proposée par la Colombie-Britannique permettrait de corriger. « Cependant, le raisonnement derrière la décision d'aujourd'hui ne mentionne pas les arguments autochtones, mais plutôt les seules compétences de juridiction fédérales et provinciales. Ignorer les compétences autochtones témoigne de la réticence persistante à prendre des mesures concrètes en faveur de la réconciliation et de la reconnaissance des titres et des droits dans le monde réel », souligne le communiqué.

Gaagwiis a rappelé au public que « les gouvernements autochtones n'ont pas des pouvoirs équivalents à ceux des municipalités, les tribunaux pouvant choisir d'entendre ou d'ignorer les débats à leur convenance. Nous parlons en tant que nations. Nos lois et nos juridictions sont le premier ordre de gouvernement, car elles découlent des lois naturelles de la Terre. Nous avons la responsabilité de faire respecter ces lois et de protéger nos territoires pour les générations à venir de notre peuple et des Canadiens ».

Le communiqué de presse explique que, devant la cour, s'exprimant en faveur du projet de loi de la

Colombie-Britannique, la nation Heiltsuk a présenté son expérience de la marée noire du *Nathan E Stewart*, qui « a mis en lumière les lacunes de la réponse fédérale qui ont nui à ce que leur communauté éloignée puisse se remettre de la marée noire de 2016. Ces lacunes n'ont même pas été abordées par le tribunal et, en conséquence de la décision d'aujourd'hui, elles demeurent en place ».



Manifestation organisée par la nation Heiltsuk lors de la visite du ministre des Transports Marc Garneau en novembre 2016, peu après que le remorqueur *Nathan E. Stewart* se soit échoué sur leur territoire.

Les lacunes incluent le refus des dédommagements pour les pertes encourues par les autochtones. « Dans l'éventualité d'un déversement d'hydrocarbures, aucune indemnisation n'est actuellement pas disponible pour les nombreuses pertes encourues par les autochtones, y compris les pertes encourues par la communauté. Ceci s'explique par le fait que les indemnisations liées à la définition des 'dommages dus à la pollution', selon la *Loi sur la responsabilité en matière maritime* du Canada, se concentrent exclusivement sur les 'pertes de revenus' en ignorant les effets dévastateurs que des déversements peuvent avoir sur les pertes alimentaires, sociales et rituelles ».

Il n'existe pas non plus de nécessité d'une évaluation approfondie de l'impact sur l'environnement, ont souligné les Heiltsuk. « À l'heure actuelle, les lois provinciales et fédérales n'imposent pas l'obligation de mener une évaluation de l'impact sur l'environnement, ni de fournir une forme de financement aux gouvernements autochtones qui leur permettraient de mener une telle évaluation. Une évaluation de l'impact sur l'environnement est essentielle pour comprendre les effets à court et à long terme d'un déversement d'hydrocarbures sur l'environnement naturel. »

« Tant que ces deux lacunes existeront, les marées noires continueront de toucher de manière disproportionnée les peuples autochtones », explique le communiqué de presse.

Pour une copie de la décision, cliquez [ici](#). Pour une copie en format PDF du communiqué de presse, cliquez [ici](#). Pour obtenir le précédent communiqué de presse des Heiltsuk sur cette cause devant les tribunaux, cliquez [ici](#).

(heiltsuknation.ca, le 24 mai 2019. Traduit de l'anglais par LML.)



Les rivalités dans l'Arctique

Le Canada dépose une demande concernant le plateau continental de l'océan Arctique

- Peter Ewart -

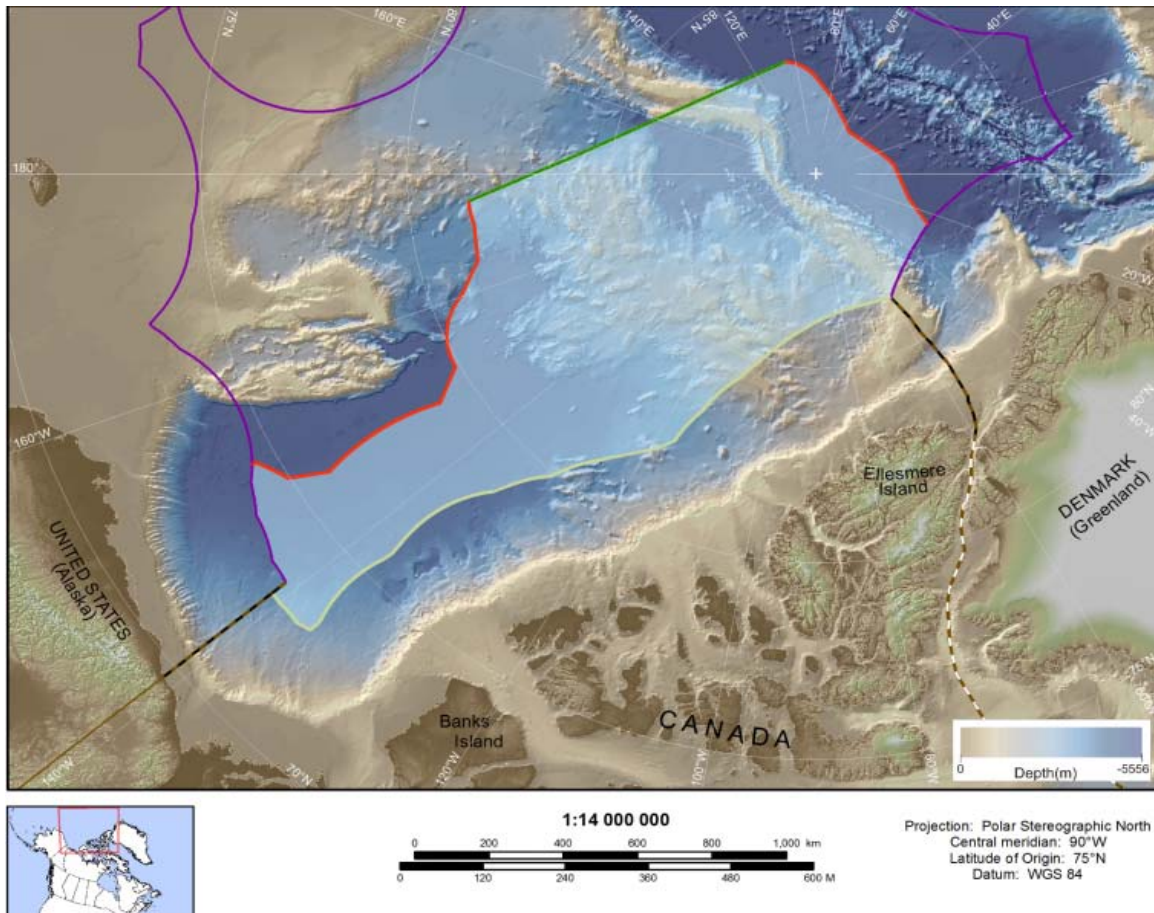


Figure 3: Segments comprising of the outer limits of Canada's continental shelf in the Arctic Ocean.

Cette carte fait partie de la soumission du gouvernement canadien à la Commission des limites du plateau continental des Nations unies.

En vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM), tous les États côtiers ont un plateau continental qui se prolonge sur 200 milles marins. Cependant, cette longueur pourrait être supérieure à 200 milles marins si le plateau est un « prolongement naturel du territoire terrestre de cet État ». Il s'agirait d'un « prolongement » ou d'un « rebord externe » de la marge continentale et approximativement 85 pays auraient un tel prolongement.

À cet effet, le 23 mai, le gouvernement canadien a déposé une demande de 2 100 pages auprès de la Commission du plateau continental sur la question des limites du plateau continental canadien dans l'océan Arctique. L'article 76 de la Convention nationale « établit un processus que doivent suivre les États pour déterminer les limites de ce plateau continental étendu » et ce processus consiste entre autres à soumettre une demande à un groupe d'experts créé en vertu de la Convention, et à la faire examiner par cette dernière.

Le processus suivi par la CNUDM a pour but d'établir « un équilibre entre la reconnaissance des droits inhérents d'un État côtier sur son plateau continental et l'intérêt de la communauté internationale, en définissant les limites des fonds marins au-delà du territoire national ».

Les limites extérieures du plateau sont définies en tenant compte des attributs physiques du fond marin ainsi que de la distance de la côte. Ces attributs sont utilisés afin de déterminer un ensemble de coordonnées (latitude et longitude) définissant les limites extérieures.

Pour la préparation de la demande, le gouvernement canadien a réuni une équipe de scientifiques, de personnel technique et d'avocats de divers ministères chargés de la collecte et de l'interprétation de données bathymétriques, gravimétriques, sismiques et autres sur des dizaines de kilomètres.

D'autres ont également participé à la collecte de données, notamment des peuples autochtones, des gouvernements territoriaux du Canada et le ministère de la Défense nationale. Le Canada a aussi réalisé des travaux scientifiques et des relevés conjoints avec le Royaume du Danemark, la Suède et les États-Unis.

L'océan Arctique est riche en ressources naturelles tels le pétrole, le gaz, les minéraux et la pêche atteignant les billions de dollars. En vertu de la Convention du droit de la mer, les États côtiers exercent des droits souverains sur le plateau continental « aux fins de son exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles ».

Les limites extérieures du plateau et les autres questions liées aux océans peuvent être une source de discordes. Selon le préambule de la CNUDM, l'objectif déclaré de cette dernière est « de régler, dans un esprit de compréhension et de coopération mutuelles, tous les problèmes concernant le droit de la mer ». La plupart des pays du monde ont ratifié la CNUDM. Cependant, les États-Unis n'ont pas encore ratifié la convention, bien qu'ils la reconnaissent maintenant en tant que « codification du droit international coutumier ».

La demande du Canada à la CNUDM touche à 1,2 million de kilomètres carrés de fonds marins et de son sous-sol dans l'océan Arctique, y compris le pôle Nord. En tant que telle, sa demande chevauche à certains endroits les demandes d'autres États arctiques.

Par exemple, le Canada, la Russie et le Danemark (Groenland) prétendent respectivement que la vaste dorsale sous-marine de Lomonossov qui s'étend sur 1 800 kilomètres entre les trois pays serait un prolongement de chacun de leurs plateaux continentaux. La dorsale, dont fait partie le pôle Nord, a d'abord été découverte en 1948-1949 par des expéditions soviétiques qui ont effectué des mesures hydrologiques et porte le nom d'un naturaliste russe de renommée mondiale. En 2007, à l'aide de véhicules submersibles qui sont descendus dans les profondeurs de l'océan Arctique, on a planté le drapeau russe sur la dorsale, ce qui a provoqué « un tollé et une indignation à l'échelle internationale ». À l'époque, le ministre des Affaires étrangères, Peter McKay, affirmait : « Ce n'est plus le 15^e siècle. On ne peut pas aller de par le monde et planter des drapeaux où bon nous semble en déclarant : 'Nous réclamons ce territoire!' »

Ce conflit n'est pas le seul, puisque le Canada est depuis longtemps en conflit avec les États-Unis relativement aux frontières touchant à 21 000 kilomètres carrés de la mer de Beaufort, et en conflit territorial avec les États-Unis sur la question de la réclamation du Canada sur le passage du Nord-Ouest.

Dans la prochaine étape du processus de la CNUDM, celle-ci devra étudier la demande de 2 100 pages du Canada et élaborer des recommandations sur les limites extérieures du plateau continental du Canada. Cependant, le processus pourrait prendre jusqu'à 10 ans ou plus avant d'être complété, s'il faut plus de temps pour délimiter les frontières des pays voisins qui se chevauchent.

(Sources : Affaires mondiales Canada, Wikipédia, The Guardian et la division de l'ONU des affaires maritimes et du droit de la mer ; Photo : Gouvernement du Canada)



Le Parlement accueille un symposium sur Cuba



Le matin du 28 avril, un symposium sur Cuba a été organisé au parlement fédéral canadien sous les auspices de la sénatrice, l'honorable Pierrette Ringuette, et du député T.J. Harvey, les coprésidents du Groupe parlementaire d'Amitié Canada-Cuba, à l'initiative du Réseau canadien de solidarité avec Cuba.

Le panel d'ouverture, composé des chercheurs reconnus Isaac Saney, John Kirk et Julia Sagebien, de l'Université Dalhousie à Halifax, et du professeur Keith Ellis, de l'Université York à Toronto, a examiné les rapports bilatéraux positifs de longue date existant entre le Canada et Cuba, les défis actuels à relever et les perspectives d'avenir ainsi que l'économie, la société et la politique extérieure cubaines.



Le deuxième et dernier panel a abordé la nature des liens commerciaux entre le Canada et Cuba, leur importance pour les deux pays et l'impact de l'escalade des sanctions économiques des États-Unis contre Cuba sur les entreprises canadiennes qui font affaire avec Cuba, en particulier suite à l'activation du Titre III et la menace de promulguer le Titre IV de la *Loi Helms-Burton*. Parmi les membres du panel, il y avait des représentants de compagnies et d'organisations canadiennes qui maintiennent des liens avec Cuba telles que Sherritt International Corporation, Acasta Capital, la Banque Nationale du Canada, le cabinet d'avocats de droit international Gowling WLG, Air Transat

et la Chambre de commerce et d'industrie Canada-Cuba.

Outre la sénatrice Pierrette Ringuette et le député Harvey, les honorables sénateurs Stan Kutcher, Beverley Busson et Diane Giffin, et les députés Michel Picard, Anthony Rota et Fayçal El-Khoury y ont aussi participé.

La partie cubaine, représentant l'ambassade de Cuba à Ottawa, était représentée par l'ambassadrice Josefina Vidal et d'autres membres du personnel diplomatique cubain.

(Ambassade cubaine, le 28 mai 2019. Photos : ambassade cubaine)

Les piquetages se poursuivent à Ottawa et à Montréal pour exiger le rétablissement des services consulaires canadiens à Cuba



Ottawa

Le 25 mai, l'Association cubano-canadienne d'Ottawa-Gatineau a organisé un piquetage devant le Parlement à Ottawa pour protester contre la fermeture des services consulaires à l'ambassade du Canada à La Havane. Cette action du gouvernement canadien signifie que le bureau canadien des visas à La Havane ne traitera pas les données biométriques (empreintes digitales et photos) requises pour les demandes de visa permettant aux Cubains de voyager au Canada. Cela crée de grandes difficultés pour les familles cubaines qui n'auront d'autre choix que de se rendre à l'étranger pour obtenir un visa. Cela implique des dépenses exorbitantes et des voyages dans un pays tiers, ce qui rend les visites familiales et les échanges culturels presque impossibles. Les membres de l'Association cubano-canadienne d'Ottawa-Gatineau, auxquels se sont joints des membres du Ottawa Cuba Connections et du Mouvement social de l'ALBA, section d'Ottawa, demandent au gouvernement canadien d'assumer ses responsabilités et de fournir tous les services faisant partie des relations diplomatiques entre le Canada et Cuba.

Également ce jour-là à Montréal, des Cubains résidents de cette ville ainsi que des amis de Cuba ont organisé une action similaire devant les bureaux du gouvernement fédéral au Complexe Guy-Favreau.



Montréal, 25 mai 2019

(Photos: LML, OCC)

Lettre ouverte au premier ministre Trudeau concernant les visas pour les universitaires latino- américains et des Caraïbes

- L'Association canadienne des études latino-américaines et des Caraïbes -

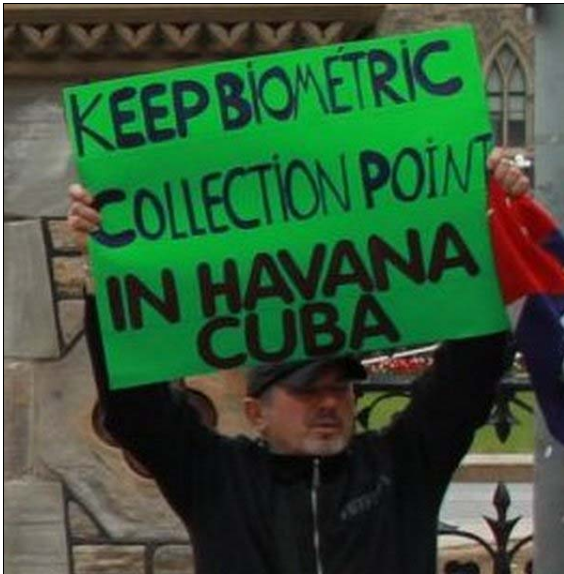
Monsieur le premier ministre Justin Trudeau,

Au nom de l'Association canadienne des études latino-américaines et des Caraïbes (ACÉLAC), nous vous écrivons afin de vous faire part de nos inquiétudes concernant le processus canadien de demande de visas pour les universitaires provenant de l'Amérique latine et des Caraïbes qui visitent le Canada pour assister à des réunions et conférences scientifiques. Notre association a tenu, du 10 au 12 mai 2019, son 50e Congrès annuel à l'Université York de Toronto, un événement marquant pour les études latino-américaines et caribéennes au Canada. Malheureusement, quatre éminents chercheurs latino-américains – trois cubains et un brésilien – n'ont jamais reçu leur visa leur permettant de venir au Canada, et ce, en dépit du fait qu'ils ont entrepris le processus trois mois à l'avance tout en payant leurs frais de voyage et de séjour.



Dans le cas des universitaires cubains, le traitement reçu de la part de la section des visas de l'ambassade canadienne à La Havane a été cavalier et irrespectueux. Le gouvernement canadien les a informés que leurs visas ne seraient pas traités et qu'ils devraient présenter une nouvelle demande à l'extérieur de Cuba seulement le 8 mai 2019, deux jours à peine avant le début du Congrès. Cette ligne de conduite ne répond pas aux standards auxquels nous nous attendons et que nous exigeons de la fonction publique canadienne.

Nous avons vivement ressenti l'absence de ces chercheurs latino-américains et nous l'avons vivement débattue lors de notre conférence. À l'ACÉLAC, nous estimons que l'incapacité du Canada à délivrer opportunément leurs visas nuit à notre mission qui consiste à favoriser le développement continu d'une communauté intellectuelle internationale dynamique basée au Canada, à soutenir la recherche et l'enseignement ainsi qu'à fournir l'infrastructure et la capacité nécessaires pour faciliter la mobilisation des connaissances et les engagements stratégiques au Canada et ailleurs.



L'ACÉLAC travaille de concert avec des communautés d'Amérique latine et des Caraïbes, des ONG, des instituts de recherche et des universitaires internationaux. De plus, notre association s'efforce d'informer les décideurs et les organismes des secteurs public et privé à travers ses événements, ses publications, ses réseaux de communication et ses ressources virtuelles. Ce faisant, nous contribuons au développement de réseaux canadiens solides et durables en Amérique latine et dans les Caraïbes et au rayonnement de l'image et l'influence du Canada dans la région. En ce sens, le fait que le Canada ne puisse pas accorder de visas aux chercheur-e-s d'Amérique latine et des Caraïbes en temps opportun et de façon respectueuse ne peut être que compris comme un échec.

Nous vous exhortons à faire en sorte que le processus de délivrance des visas canadiens ne fasse plus jamais obstacle aux activités savantes, à la liberté de pensée et au débat critique. La liberté scientifique ne peut que promouvoir et développer les intérêts canadiens au pays et à l'étranger : elle est d'une importance cruciale pour le maintien d'excellentes relations politiques, économiques et culturelles avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Cordialement,

Le Conseil d'administration de l'Association canadienne des études latino-américaines et des Caraïbes

(27 mai 2019. Photos: OCC)

Les Canadiens participent à la Caravane annuelle pour défaire le blocus injuste des États-Unis contre Cuba

Les Canadiens et les Québécois de tous les milieux chérissent les relations cordiales qu'ils entretiennent depuis longtemps avec le peuple cubain. Dans ce contexte, le mouvement de solidarité avec Cuba joue un rôle vital dans le développement de ces relations. Des événements publics sont organisés avec comme invités des orateurs cubains et d'autres experts qui expliquent le projet d'édification nationale révolutionnaire de Cuba et comment celui-ci favorise l'épanouissement de la personne humaine, son profond internationalisme et son amour social pour les peuples du monde qui épousent toujours le droit international et la cause de la paix dans les relations internationales. Un des aspects les plus importants de la solidarité avec Cuba en ce moment est de veiller à ce que Cuba ne soit pas isolé en raison de l'intensification de la campagne des États-Unis contre Cuba, avec comme pièce maîtresse le blocus américain illégal visant à renverser la révolution cubaine.



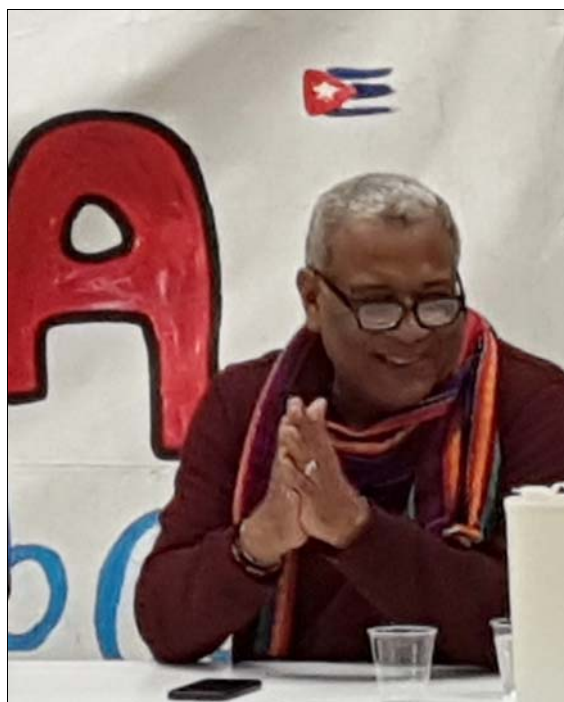
Ottawa, 20 mai 2019

L'un des projets concrets pris en main par le mouvement de solidarité au Canada pour vaincre le blocus est la participation à la Caravane de la paix, une tournée annuelle organisée par l'organisation américaine Fondation interreligieuse pour l'organisation communautaire (FIOC)/Pasteurs pour la paix. À tous les ans depuis trente ans, la caravane passe par le Canada, les États-Unis et le Mexique pour informer les gens sur Cuba et recueillir d'importantes denrées humanitaires à destination de Cuba, au mépris du blocus.

Cette année, lors des événements de l'étape canadienne de la Caravane de la paix, on a accueilli le révérend Luis Barrios de Pasteurs pour la paix. Le premier événement a eu lieu le 9 mai à Montréal au Patro Le Prévost, parrainé par la Caravane d'amitié Québec-Cuba.

Le 10 mai, la Caravane de la paix s'est arrêtée à Ottawa à l'église presbytérienne de St-Giles. L'événement a été parrainé par Connexions Ottawa-Cuba, les mouvements sociaux d'ALBA d'Ottawa, le Frente Bolivariano Hugo Chavez, l'Association d'amitié Outaouais-Cuba et le Comité des affaires de paix et sociales des Quakers. Connexions Ottawa-Cuba se distingue par sa participation à ces caravanes depuis leur tout début il y a trente ans, et encore cette année l'organisation envoie un participant.

Il y a eu ensuite des événements le 11 mai, à Kingston à l'église unifiée de la rue Sydenham et le 12 mai, à Toronto, à l'église anglicane de San Lorenzo.



**Le révérend Luis Barrios à
Montréal le 9 mai 2019**

Lors de ces événements, le révérend Barrios a réaffirmé l'engagement du mouvement de solidarité

envers la lutte contre le blocus en dépit des énormes obstacles imposés par l'administration américaine. Il a expliqué comment la mise en oeuvre par l'administration Trump du Titre III de la *Loi Helms-Burton* n'est pas seulement une attaque contre le peuple cubain, mais également contre la souveraineté de plusieurs autres pays, y compris le Canada, ainsi qu'une attaque contre les intérêts commerciaux de compagnies partout dans le monde, y compris au Canada. Il a aussi expliqué comment ces mesures font partie de l'ordre du jour américain plus large visant à recoloniser l'Amérique latine et les Caraïbes. Par exemple, le conseiller de la Sécurité nationale des États-Unis, John Bolton, a parlé ouvertement de l'intention des États-Unis de prendre le contrôle des vastes réserves pétrolières du Venezuela.



L'ambassadrice cubaine Josefina Vidal a aussi pris la parole à l'événement d'Ottawa. Elle a exprimé sa gratitude envers Pasteurs pour la paix pour leur appui et leur solidarité avec le peuple cubain depuis toutes ces années, et souligné que les Cubains n'oublieraient jamais les images transmises à l'échelle mondiale montrant les Pasteurs pour la paix, dirigés par Lucius Walker, confrontant les autorités lourdement armées à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Aussi, au nom du peuple cubain, la diplomate cubaine a remercié le mouvement de solidarité canadien pour son appui continu à Cuba.

John Waller, le coordonnateur du programme de Pasteurs pour la paix, a expliqué au *LML* que « l'hostilité du gouvernement américain envers Cuba a toujours engendré une myriade de problèmes logistiques à notre projet. Ces problèmes ont pris des proportions extrêmes lorsque l'administration Bush a harcelé nos caravanistas et les a menacés de harcèlement judiciaire et d'amendes. Ces actions particulières ont cessé avec Obama et n'ont pas encore été reprises par Trump, mais nous devons nous préparer au cas où elles le seraient cette année. »

Waller a aussi expliqué que « la caravane américaine commencera sous peu. Elle débute le 8 juin avec des événements publics dans 40 villes. Nous amenons 37 personnes à Cuba sans l'autorisation du gouvernement américain, dont plusieurs voyagent à Cuba pour la première fois. La plupart sont des jeunes de moins de trente ans. Les caravanistas sont principalement des citoyens américains, en particulier de Seattle, de New York, de Minneapolis et Fresno, mais nous avons aussi une représentation internationale du Canada, du Mexique et de l'Allemagne.

« Les événements canadiens au début de mai ont été accueillis très chaleureusement par les personnes qui y ont participé. Nous anticipons que les résidents des États-Unis qui participent à nos événements de caravane seront indignés par les agissements de Trump, puisque dans les dernières années de la présidence Obama des pas limités mais significatifs avaient été franchis dans la normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba.

La Caravane de la paix se rendra ensuite au Mexique où un des programmes sera une session d'orientation pour les participants à Mexico les 22 et 23 juin, avant qu'ils ne se rendent à Cuba. La caravane prend fin le 5 juillet, et les participants retourneront chez eux via la ville de Mexico.

(Photos : *LML*, *OCC*, ambassade de Cuba)



Au calendrier d'événements à Toronto: Cuba à l'ère Trump



Toronto

Vendredi 7 juin - 19 h

A Different Booklist, 779, rue Bathurst

Parrainé par le Réseau canadien pour Cuba et A Different Booklist

La consule cubaine Clemente Lopez et le professeur Isaac Saney, spécialiste bien connu des affaires cubaines et coprésident et porte-parole du Réseau canadien pour Cuba, discuteront de la situation actuelle à Cuba et en Amérique latine, et dans les Caraïbes dans l'ensemble. C'est aussi le lancement de la 9e Convention biennale du Réseau canadien pour Cuba les 8 et 9 juin.

Opposition à de nouvelles tentatives d'imposer le diktat américain

**La communauté des Caraïbes doit s'unir pour
résister à l'imposition du secrétaire général de
l'Organisation des États américains**

- Sir Ronald Sanders -

Sir Ronald Sanders est l'ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda aux États-Unis et à l'OÉA. Il est également agrégé supérieur de l'Institut d'études du Commonwealth de l'Université de London et du Collège Massey de l'Université de Toronto.

Les lecteurs de ce commentaire, en particulier ceux des petits pays, pourraient se demander pourquoi ils devraient s'inquiéter de savoir qui est le directeur général de toute organisation

multilatérale ou internationale. On pourrait affirmer que la disposition de la personne qui occupe ce poste est très éloignée de l'existence des gens dont l'attention est centrée sur les nécessités de la vie et de l'amélioration de leur vie.



Action de masse au Venezuela le 27 avril 2019 célébrant le départ du Venezuela de l'OÉA

On aurait tort de ne pas tenir compte des intérêts des titulaires de ces postes.

Les petits États des Caraïbes sont déjà marginalisés dans le monde et on ne tient guère compte des menaces importantes qui pèsent sur leur bien-être. Parmi ces menaces figurent les changements climatiques, le réchauffement de la planète, l'exclusion de l'accès au financement à des conditions favorables pour le développement, les termes d'échange très médiocres, l'érosion croissante de leurs droits souverains sur des questions telles que le taux de taxation qu'elles imposent et les incitations qu'elles offrent aux entreprises afin de rester compétitives au niveau mondial dans les industries créatrices d'emplois et les possibilités de propriété.

Dans ce contexte, il est extrêmement important pour les habitants des pays petits et vulnérables que les directeurs généraux d'organisations intergouvernementales s'engagent à réduire la pauvreté, à faire progresser le développement économique, à améliorer l'accès à l'éducation et à la formation, et à promouvoir les arrangements internationaux permettant aux pays en développement de compétitionner dans la communauté mondiale. Il est également important que ces directeurs généraux soient réellement intéressés par la défense des droits de l'homme, la protection des citoyens contre les abus des gouvernements, le respect de la démocratie et de la liberté d'expression.

Ce sont là les qualités que devraient posséder les dirigeants d'organisations multilatérales et internationales pour servir les intérêts de la communauté mondiale, en particulier des populations de petits pays vulnérables.

Inévitablement, cependant, les gouvernements des pays plus grands et plus puissants dictent qui occupe ces postes. Ces gouvernements sélectionnent des candidats qui servent leurs intérêts et, en utilisant leurs ressources financières plus importantes et leur capacité à faire pression sur les autres, ils assurent leurs nominations.

Dans le cas du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, l'Union européenne et les États-Unis se sont depuis longtemps arrogé les postes de dirigeants de ces organisations, car ils ont convenu que les États-Unis assumeront la direction de la Banque et les Européens la direction du Fonds. Invariablement, les titulaires de ces postes sont ensuite sous la coupe de leurs patrons et, au cours des décennies d'existence des deux organisations, peu d'entre eux se sont écartés des positions de leurs commanditaires.

Il n'existe que peu d'organisations dans lesquelles les pays des Caraïbes ont une réelle possibilité

d'influencer qui est élu au poste de directeur général. L'Organisation des États américains (OÉA) en fait partie.

À plusieurs reprises, j'ai appelé les 14 États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), qui sont également membres de l'OÉA, à désigner un candidat caribéen qualifié pour le poste de secrétaire général ou à choisir un candidat non caribéen qui serait conscient de l'importance des intérêts des Caraïbes.

Il est alarmant de constater que, contrairement à tous les arrangements électoraux mis en place pour l'élection du secrétaire général de l'OÉA, certains gouvernements s'emploient activement à promouvoir l'idée que, lors de l'Assemblée générale en Colombie en juin, 18 pays devraient forcer la réélection du titulaire, Luis Almagro, pour un second mandat - un an avant la date prévue pour un tel scrutin, et pour lequel aucun arrangement n'a été pris. Ce processus est généralement appelé « collusion ».

Une telle action serait aussi sans précédent qu'incorrecte. La réélection forcée de M. Almagro, un an avant la date prévue pour les élections, serait extrêmement inappropriée. Mais cela pourrait se produire. Les règles permettent la nomination d'un candidat jusqu'au matin du jour où une élection est organisée. Et si, comme nous l'avons vu récemment, 18 pays votent en faveur de la tenue de telles élections à l'Assemblée générale en juin, cela peut se faire.



« Non à l'ingérence de Luis Almagro. Le Venezuela doit être respecté. »

De cette manière, toute possibilité pour une CARICOM non préparée de nommer un candidat des Caraïbes ou de se regrouper derrière un candidat non caribéen approuvé serait écartée. La décision des 18 l'emporterait et les intérêts des Caraïbes et de ses peuples seraient écartés.

C'est pourquoi les peuples des Caraïbes devraient s'intéresser à cette question et à la position de leur gouvernement.

Le comportement de M. Almagro en tant que secrétaire général de l'OÉA laisse beaucoup à désirer. C'est un homme très intelligent et astucieux, et avec une attitude différente, il aurait peut-être bien servi l'OÉA et tous ses États membres. Mais au lieu de mettre fin aux divisions en construisant des ponts entre les États et en s'efforçant de dégager un consensus au sein de l'organisation, M. Almagro est devenu un facteur de division.

En outre, son mépris pour le Conseil permanent, composé des représentants des gouvernements, et sa disposition à exprimer ses propres vues bien arrêtées au nom de l'OÉA ont compromis l'organisation en la privant d'un rôle dans la résolution des conflits au sein des États membres et entre les États membres de l'organisation. De plus, les Caraïbes ont souffert sous sa tutelle en raison de l'absence de plaidoyer de sa part pour maintenir le financement des programmes caribéens.

Au-delà de la nécessité de le contester, étant donné son bilan, sa réélection forcée par tout processus imposé laisserait l'OÉA en lambeaux. Cela pourrait même amener certains États membres à réévaluer leur appartenance à une organisation gouvernée par la volonté d'une majorité simple et des dirigeants qu'elle impose.

Pour les élections précédentes du secrétaire général, y compris de M. Almagro, le Conseil permanent

de l'OÉA a mis en place des règles et des procédures. Parmi ces règles figurait l'exigence que le Conseil permanent fixe une date pour les élections et que les États membres nomment des candidats qui présenteraient publiquement à l'organisation des exposés sur leurs propositions et leurs initiatives avant les élections.

Il n'a jamais été envisagé, comme certains gouvernements le font maintenant, de ne pas suivre les règles établies pour l'élection du secrétaire général et de ne pas suivre un processus pleinement démocratique.

Les États de la CARICOM devront s'affirmer immédiatement au sein de l'OÉA en insistant sur la pleine solidarité et l'unité régionale pour insister sur une réunion du Conseil permanent qui fixe les règles des élections sur une base démocratique et par consensus. Rien de moins que la pleine unité de la CARICOM est requise pour empêcher que des torts soient infligés aux intérêts de la région.

(Caribbean News Now, 17 mai 2019. Traduit de l'anglais par LML. Photos : Cancilleria Venezuela, AVN, periodico26.cu)



L'Accord du siècle de l'administration Trump

La meilleure réponse que puisse donner la Palestine est de ressusciter l'OLP

- Ramzy Baroud -



Manifestation dans la ville de Gaza contre l'« Accord du siècle » de Donald Trump, le 6 mars 2019

Les groupes palestiniens, le Fatah, le Hamas et les autres, ne devraient pas se limiter à simplement rejeter le soi-disant « Accord du siècle » de l'administration Trump. Ils devraient plutôt utiliser leur résistance à ce nouveau complot américano-israélien comme une occasion d'unir leurs rangs.

Les détails de l'« Accord du siècle » qui ont été divulgués confirment les pires craintes des Palestiniens : ce n'est rien d'autre que l'assentiment américain complet à la mentalité de droite qui règne en Israël depuis plus de dix ans.

Selon le quotidien israélien *Israel Hayom*, un État démilitarisé, la « Nouvelle Palestine », sera établi sur des fragments territoriaux de la Cisjordanie alors que les colonies juives illégales vont faire partie d'Israël de façon permanente. Selon le rapport, si les Palestiniens refusent d'accepter les diktats de Washington, ils seront punis par un isolement économique et politique.

De toute évidence, il ne s'agit pas d'un geste d'ouverture à la paix de la part des Américains, mais d'un acte ouvert d'intimidation. Ce n'est toutefois pas une déviation par rapport aux rondes d'« initiatives de paix » précédentes, dans lesquelles Washington a toujours pris le parti d'Israël, blâmé les Palestiniens et refusé de demander des comptes à Israël. Washington a toujours appuyé ouvertement les guerres israéliennes contre les Palestiniens et n'a jamais rendu ses programmes d'aide ultra-généreux conditionnels au démantèlement des colonies juives illégales.



La différence entre le « processus de paix » des États-Unis dans le passé et l'« Accord du siècle » est dans le style et les tactiques et non dans la substance et les détails.

L'« Accord » dont Jare Kushner, le conseiller et gendre du président Trump, s'est fait le champion va certainement échouer. Non seulement ne livrera-t-il pas la paix - ce n'est pas son intention - mais il sera vraisemblablement rejeté par Israël. La formation du gouvernement israélien sous la direction de Benyamin Netanyahu repose sur les partis religieux et d'extrême-droite. Il n'est plus politiquement correct dans le nouveau lexique israélien de même discuter de la possibilité d'un État palestinien, sans parler de l'accepter.

Cependant, Netanyahu attendra vraisemblablement que les Palestiniens rejettent l'accord, ce qu'ils doivent certainement faire. Puis, avec l'aide des grands médias pro-Israël, un nouveau discours va se développer, qui va reprocher aux Palestiniens d'avoir manqué une autre occasion de paix tout en absolvant Israël de tout méfait. La formule est bien connue, illustrée de la manière la plus spectaculaire par le Camp David II de Bill Clinton en 2000 et la Feuille de route pour la paix de George W. Bush en 2003.



En 2000, le regretté dirigeant palestinien, Yasser Arafat, avait rejeté l'« offre généreuse » du premier ministre israélien d'alors, Ehud Barak, une supercherie politique fabriquée de toutes pièces qui, aujourd'hui encore, définit la compréhension officielle et académique de ce qui avait transpiré des pourparlers secrets du moment.

Tous les Palestiniens doivent rejeter cet « Accord du siècle » et tout accord qui provient d'un discours politique qui ne met pas l'accent sur les droits des Palestiniens tels qu'ils sont enchâssés dans le droit international, un cadre politique de référence que tous les pays du monde appuient, sauf les États-Unis et Israël. Des décennies de «

rétablissement de la paix » ont démontré que Washington ne méritera jamais le titre dont il s'est affublé d'« honnête faiseur de paix ».

Cependant, un rejet en soi, bien que cela nous ramène au point de départ, n'est pas suffisant. Si le peuple palestinien est uni sur le besoin de résister à l'occupation israélienne, de défier l'apartheid israélien et de recourir à la pression internationale jusqu'à ce qu'Israël cède, les factions palestiniennes sont dominées par d'autres priorités, centrées sur leurs intérêts à chacune. Chaque camp semble se mouvoir dans la sphère politique de l'influence étrangère, qu'elle soit arabe ou internationale.

Le Fatah, par exemple, à qui l'on reconnaît d'avoir « allumé l'étincelle de la révolution palestinienne » en 1965, a été essentiellement préoccupé dans les atours d'un faux pouvoir en dominant l'Autorité palestinienne, laquelle fonctionne au sein de l'espace que lui a alloué l'occupation militaire israélienne en Cisjordanie.

Le Hamas, qui a débuté comme un mouvement organique en Palestine, est forcé de jouer la carte de la politique régionale dans un effort désespéré de se faire valider politiquement pour échapper au siège suffocant de Gaza.

À chaque fois que les deux partis sont sur le point de former une direction unie, dans l'espoir de ressusciter l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en grande partie défunte, leurs bienfaiteurs manipulent l'argent et la politique, relançant la désunion et la discorde.

L'« Accord du siècle », cependant, offre une occasion aux deux groupes, car ils sont unis dans le rejet de l'accord et perçoivent tous deux tout engagement palestinien en sa faveur comme un acte de trahison.

Chose très importante, les gestes que Washington a posés pour isoler l'Administration palestinienne (AP), en niant aux Palestiniens des fonds dont ils ont un urgent besoin, en révoquant le statut diplomatique de l'OLP à Washington et en écartant l'AP comme alliée politique, fournissent l'occasion d'ouvrir le dialogue politique requis qui pourrait finalement mener à une réconciliation Fatah-Hamas sérieuse.

Israël, en retenant l'argent des impôts amassé au nom de l'AP, a lui aussi perdu sa dernière carte pour faire pression sur Mahmoud Abbas et son gouvernement à Ramallah.

À ce moment-ci, il reste peu de choses que les États-Unis et Israël puissent faire pour exercer plus de pression sur les Palestiniens.

Mais cet espace politique dont les Palestiniens disposent pour créer une nouvelle réalité politique sera de courte durée. Dès que l'« Accord du siècle » sera écarté comme une autre manoeuvre manquée pour forcer les Palestiniens à se trahir, les cartes politiques, régionales et internationales, seront brassées encore une fois, au-delà de la capacité des factions palestiniennes d'en contrôler le résultat.

Il est donc d'une importance critique que les groupes palestiniens chez eux et dans la diaspora préconisent le dialogue palestinien, pas seulement pour former un gouvernement d'unité à Ramallah, mais pour revitaliser l'OLP en tant qu'organisme véritablement représentatif et démocratique qui comprend tous les courants politiques palestiniens et toutes les communautés.

C'est uniquement en ressuscitant l'OLP que les Palestiniens vont enfin reprendre leur mission initiale d'élaborer une stratégie de libération nationale qui n'est pas manipulée par l'argent et qui n'est pas sujette aux manoeuvres politiques régionales.

Si l'on se fie à ce que l'histoire nous enseigne, cet « Accord du siècle » est une nouvelle tentative sinistre des États-Unis de gérer la situation en Palestine afin d'asseoir leur domination politique dans la région. Cet « Accord » est essentiel à la réputation des États-Unis, surtout parmi leurs alliés politiques mécontents qui se sentent abandonnés par le retrait militaire et politique progressif des

États-Unis de la région.

Il n'est pas forcé que cette plus récente comédie se fasse au détriment des Palestiniens. Les groupes palestiniens doivent reconnaître et saisir cette occasion unique. L'« Accord du siècle » va échouer, mais les efforts pour réaliser l'unité palestinienne pourraient bien être finalement couronnés de succès.

Ramzy Baroud est journaliste, auteur et rédacteur au Palestine Chronicle. Son dernier livre est The last earth : A Palestinian Story (Pluto Press, Londres). Il possède un doctorat en Études palestiniennes de l'Université d'Exeter et a été chercheur non résident au Centre Orfalea d'études mondiales et internationales à l'Université de la Californie à Santa Barbara. Son site web est www.ramzybaroud.net.

(Palestine Chronicle, 29 mai 2019. Traduit de l'anglais par LML. Photos : W. Hashlamoun, Middle East Monitor, M. Hassona)



Le 35e anniversaire de l'opération Blue Star

Un crime odieux de la classe dirigeante indienne contre les peuples du Pendjab et de toute l'Inde



L'Akal Takht, la Darshani Deori et ses environs avant l'opération Blue Star.

Du 3 au 8 juin 1984, il y a 35 ans, le gouvernement d'Indira Gandhi perpétrait l'attaque meurtrière contre le complexe du Temple d'Or d'Amritsar, au Pendjab, et massacrait des milliers de sikhs innocents au cours de cette agression militaire du nom d'Opération Blue Star.

L'objectif déclaré de l'opération Blue Star était de « nettoyer » le Temple d'Or des « terroristes religieux » dirigés par Sant Jarnail Singh Bhindranwale. L'opération Blue Star a été menée dans le cadre de l'action concertée de l'État indien et de l'État canadien pour criminaliser les revendications politiques des sikhs visant à faire du Pendjab un État à part entière - la création du Khalistan.

Les défenseurs de cette revendication ont été qualifiés d'« intégristes sikhs ». En raison de cette association du sikhisme à l'extrémisme, les Pendjabis ont été criminalisés, y compris ceux qui n'étaient pas religieux, et surtout les jeunes. Cela a servi de modèle pour cibler par la suite toutes les personnes de confession musulmane et exiger que les gens prouvent leur loyauté envers l'État en démontrant qu'ils sont modérés. En même temps, comme dans le cas des sikhs, tous les musulmans sont devenus la cible de la violence et de l'impunité de l'État avec tous les autres membres de la société sur la base des divisions sectaires et de l'identité communautaire.

Le Temple d'Or est le site le plus sacré des sikhs. Selon les normes modernes, l'État n'est pas autorisé à interférer avec la conscience d'une personne et la pratique de ses croyances ou le sanctuaire de son lieu de culte. L'opération de l'armée indienne contre le Temple d'Or a violé le caractère sacré d'un lieu de culte et a établi le précédent que désormais les lieux saints n'étaient plus considérés comme un asile sûr contre la persécution ou un refuge contre l'action de l'État.

L'opération militaire, qui a été menée avec des chars, des hélicoptères, des véhicules blindés, de l'artillerie et des armes chimiques, a été planifiée pour avoir lieu le jour anniversaire du martyr du guru Arjan Dev en 1606. Plus de 70 000 soldats ont reçu l'ordre de capturer moins de 50 hommes. L'attaque militaire s'est déroulée sous le couvert d'une interdiction médiatique totale. Des milliers de civils innocents ont été tués en cinq jours.



Les ruines incendiées de l'Akal Takht. De gros impacts de balles sont visibles sur le côté droit de l'édifice.

L'assaut du centre de l'autorité spirituelle et temporelle sikhe par l'armée indienne, sur les ordres d'Indira Gandhi, a provoqué immédiatement des mutineries au sein des unités sikhes de l'armée et mené, quatre mois plus tard, le 31 octobre, à l'assassinat d'Indira Gandhi par ses gardes du corps sikhs. Des pogroms sauvages antisikhs ont été lancés par l'État indien dans un déchaînement de vengeance. Des milliers de sikhs innocents ont été battus et brûlés vifs au cours des pogroms antisikhs des 1er, 2 et 3 novembre. Des émeutiers antisikhs organisés par l'État ont massacré plus de 8 000 sikhs innocents, dont 3 000 à Delhi seulement.

La police n'est pas intervenue et, dans certains cas, des policiers ont participé activement aux attaques. On estime que les opérations gouvernementales subséquentes Woodrose, Blackthunder, Night Dominance, Rakshak I et II et Final Assault ont entraîné la mort de 25 000 à 80 000 sikhs.

Les responsables du gouvernement connus pour avoir initié, autorisé et organisé cette violence ont par la suite bénéficié de promotions, y compris à des postes au cabinet, et de décennies d'impunité malgré les demandes répétées de justice.

Un an plus tard, à Londres, en Angleterre, Hardial Bains faisait remarquer :

« Ce qui a été prouvé au cours de cette année d'occupation du Pendjab par l'armée — année qui a commencé par l'invasion du Temple d'Or, le siège de la religion sikhe, et les massacres sans discernement qui ont été commis au temple et dans tout le Pendjab, ainsi que, peu après, à Delhi et ailleurs dans la foulée de l'assassinat d'Indira Gandhi - c'est que les classes dirigeantes indiennes veulent créer un problème religieux, un problème sectaire, pour détourner l'attention du peuple de sa véritable lutte pour la libération nationale et sociale.

En même temps, par leur recours à la violence sectaire et à la terreur fasciste, elles veulent convaincre les masses en lutte que les classes dirigeantes sont 'fortes' et écraseront

impitoyablement les luttes du peuple si la situation l'exige. Toutefois, les classes dirigeantes indiennes et leurs partis politiques bourgeois ont été incapables d'atteindre leurs objectifs. L'amour pur et l'unité que les habitants de Delhi et d'autres lieux ont montrés les uns envers les autres, avec lesquels ils ont défendu et protégé les sikhs, ont condamné la haine bestiale et les viols, les pillages et les meurtres perpétrés par le Congrès de Rajiv sous l'oeil attentif de la police - cette expression de l'unité du peuple qui ne tient pas compte de la religion, de la caste ou de l'origine régionale - ont provoqué des larmes de joie parmi les gens, tandis que les affreuses nouvelles de violence sectaire et de terreur fasciste soulevaient la colère. Cette joie et cette colère, toutes deux si profondes, une colère qui explose comme un volcan en éruption, cette réponse du peuple, ont plongé les classes dirigeantes indiennes dans une frénésie et un désarroi encore plus profonds. Les gens ont exprimé leur psychologie réelle, leur amour et leur affection les uns pour les autres et pour leur cause. Elle est ancrée en eux, le résultat de leur lutte de plusieurs siècles pour une libération nationale et sociale véritable. Les classes dirigeantes indiennes ont échoué lamentablement dans leur dessein de faire de la religion la question et un point de division et de haine bestiale au sein du peuple. Même si Rajiv Gandhi a pris le rôle d'un hindou arrogant qui accuse les autres d'être des 'fanatiques sikhs', des 'extrémistes naxalites', etc., les gens en Inde et ailleurs dans le monde, sans distinction de religion, caste ou d'origine régionale, ont condamné l'odieux de cet affront fait au peuple indien. Ils ont très bien vu que cela n'était qu'un stratagème, une ruse, pour cacher les vrais ennemis, les classes dirigeantes indiennes. Ils ont exprimé leur colère profonde face à cette tentative de blâmer le peuple pour les crimes que commettent les classes dirigeantes elles-mêmes pour provoquer des conflits sectaires. Rajiv Gandhi a essayé de détourner la question, la question de la juste lutte du peuple pour des moyens de subsistance, pour sa liberté et pour le progrès. Cela, affirme-t-il, accable le gouvernement. Il a promulgué la loi antiterroriste et, en vertu de cette loi, toute lutte, que ce soit celles des travailleurs pour leurs moyens de subsistance, des paysans pour leur terre ou du peuple pour l'indépendance, la prospérité et le progrès véritables, risque de détruire le gouvernement. Ainsi, tous ceux qui défendent ces justes causes doivent être tués ou enfermés dans des cachots et des prisons. En promulguant cette loi, Rajiv Gandhi veut tuer la révolution indienne et tuer les Indiens ou les emprisonner, car ce n'est que par la révolution qu'ils pourront gagner leurs droits.



Les corps de sikhs tués lors de l'assaut gisent sur le parkarma en marbre couvert autrefois magnifique.

« En plus de ne pas avoir réussi à faire de la religion un problème sur lequel les gens sont incités à s'entredéchirer, les classes dirigeantes indiennes n'ont pas réussi à créer un régime de compromis et de soumission. Face à cette situation impossible, la loi draconienne de Rajiv Gandhi comprend également, outre les menaces de condamnation à mort ou à des années d'emprisonnement, des clauses qui interdisent aux Indiens de chanter leurs chants de révolution, de bravoure et d'héroïsme et de proclamer leur détermination à mettre fin à ce pouvoir barbare qui a causé tant de souffrances. Sous prétexte de combattre le terrorisme, avec cette loi le gouvernement se donne le droit de commettre des actes de terreur et, tout comme Aurangzeb qui avait banni les musiciens et les chanteurs, Rajiv Gandhi interdit de jouer certains instruments et de chanter. Aurangzeb a fait face à des révoltes populaires au sud, au nord-ouest et au nord-est et le sol lui glissait sous les pieds. Lui aussi, vêtu de la robe d'un musulman arrogant, pensait pouvoir assassiner la révolution et

emprisonner et passer par l'épée toutes les forces révolutionnaires. Aujourd'hui, les classes dirigeantes indiennes et Rajiv Gandhi sentent le sol se dérober sous leurs pieds. La terreur s'est emparée d'eux. Loin de créer un climat de peur, de compromis et de soumission pour le peuple, ce sont les classes dirigeantes indiennes qui ont peur. Ce sont elles qui vont se diviser davantage, ces divisions aggraveront la crise et les contradictions éclateront comme des volcans. De son côté, le peuple indien ne fait pas de compromis avec ses ennemis, et la soumission aux exploiteurs nationaux et étrangers ne fait pas partie de ses traditions. Toute l'histoire de la lutte du peuple indien pour la libération nationale et sociale en témoigne.

« Le peuple de l'Inde marchera sur la voie de la libération nationale et sociale. Il possède la sagesse et la force de ne jamais sacrifier son amour pur et ses traditions anciennes d'unité et de lutte commune et de réaliser dans l'héroïsme son désir séculaire d'être indépendant et prospère. Il ne compromettra jamais ses idéaux purs, ni ne se soumettra aux chars et aux balles de l'ennemi. Quels que soient les efforts des classes dirigeantes indiennes pour trouver et promouvoir ceux qui accepteront d'arranger un compromis et pour instaurer un climat de soumission au Pendjab, quelles que soient les pressions qu'elles exercent sur les gens de religion sikhe ou sur le peuple d'Assam, du Cachemire et d'ailleurs en imposant des tensions et des pressions sectaires, quelle que soit la force de la violence communautaire et de la terreur fasciste, tout cela est voué à l'échec. Le peuple qui a pu mettre fin au règne des Abdali et d'Aurangzeb et qui n'a jamais accepté les massacres du Jalianwala Bagh et de Dum Dum, le peuple héroïque de l'Inde qui s'est battu à mains nues contre les occupants étrangers et leurs collaborateurs indigènes, ce peuple réussira également à renverser les classes dirigeantes actuelles et leurs soutiens étrangers. Telle est la destinée historique de la doctrine du sacrifice suprême pour la liberté, l'unité et l'amour pour la cause des peuples. Tel est également le destin des oppresseurs et des traîtres dont la chute et le renversement seront le premier pas vers la pleine expression de l'héroïsme réel et des véritables idéaux et valeurs que le peuple de l'Inde tient pour si précieux et si cher.

« La joie de la lutte et l'amertume des tragédies et des souffrances infligées au peuple sont aujourd'hui son sort. La victoire de la révolution populaire mettra fin à cette amertume. Elle créera les conditions de l'épanouissement de la personnalité réelle de l'Inde, la terre des héros et des combattants héroïques, la terre où le peuple attache plus de valeur à ses idéaux de liberté qu'à la vie, où les millions de coeurs battent pour mettre fin à la malédiction de la division et de l'humiliation, de l'exploitation et de l'oppression, la malédiction que le colonialisme britannique leur a imposée et qui est maintenant incarnée par ses collaborateurs et la réaction mondiale. La victoire du peuple dans cette lutte glorieuse est garantie par son héroïsme et ses idéaux. »

(Assemblée à Londres, en Angleterre, à l'occasion du premier anniversaire du massacre du Temple d'Or, connu sous le nom d'Opération Blue Star. Photos : Sikhmuseum.com)



Le 75e anniversaire du jour J

Notre respect profond à tous ceux qui ont contribué à la défaite des nazis durant la Deuxième Guerre mondiale

Cette année est le 75e anniversaire du débarquement allié sur les côtes de la Normandie, en France, le 6 juin 1944, durant la Deuxième Guerre mondiale. En cette occasion, les Canadiens expriment leurs respects profonds pour tous les hommes et femmes qui ont contribué à la défaite des nazis en Europe. Près de 150 000 soldats alliés ont débarqué ou ont été parachutés dans la zone de débarquement le jour J, y compris 14 000 Canadiens à la plage Juno. La Marine royale canadienne a

fourni 110 navires et 10 000 marins et l'Aviation royale canadienne a fourni 15 escadrons de chasse et chasseurs-bombardiers. Ce jour-là, les pertes alliées ont été de plus de 10 000 hommes. Il y a eu 1074 victimes canadiennes, dont 359 morts.



Le débarquement de Normandie le 6 juin 1944

La force d'invasion qui est débarquée en Normandie le 6 juin 1944 était composée d'Américains, de Britanniques et de Canadiens. Cette date est maintenant connue sous le nom de jour J qui renvoie au débarquement dans le nord-ouest de l'Europe pour ouvrir un second front contre les forces nazies d'Adolf Hitler qui occupaient la France et la majeure partie de l'Europe et menaient une guerre barbare contre l'Union soviétique. Jusqu'alors, l'Union soviétique supportait l'essentiel de la lutte contre Hitler. De 1941 à 1945, les peuples soviétiques ont combattu plus de 75 % des forces allemandes et de l'Axe. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, les pertes de l'Union soviétique ont été de plus de 20 millions de personnes.



Des soldats de la 9e Brigade d'infanterie se déploient dans le secteur « Nan » de la plage Juno.

Le débarquement en Normandie serait la plus grande invasion amphibie de l'histoire. Dans le cadre de l'opération Overlord, les alliés ont réussi à établir une tête de pont. La 1re Division d'infanterie des États-Unis a attaqué les plages portant le nom de code de Utah et Omaha. La 2e Armée britannique a attaqué les plages portant le nom de code de Gold, Juno et Sword ; les Canadiens ont débarqué à Juno au centre du front britannique. L'entreprise était formidable parce que les

Allemands avaient transformé le littoral en une forteresse ininterrompue munie de canons, de casemates, de barbelés, de mines et d'obstacles de toutes sortes sur les plages

Onze mois de combats allaient suivre le débarquement de Normandie. En mai 1945, l'Armée rouge a marché sur Berlin et les Allemands ont capitulé le 9 mai 1945, qui est célébré comme le Jour de la Victoire en Europe pour honorer tous ceux qui ont donné leur vie pour vaincre le nazisme et le fascisme.

Historica Canada souligne :

« Pendant des années, le dirigeant soviétique Joseph Staline demande aux Britanniques et aux Américains d'ouvrir un nouveau front de guerre en envahissant la France par l'ouest. Ce n'est qu'à l'été 1943 que les Alliés s'accordent enfin et prévoient l'invasion pour l'année suivante. On nomme ainsi le général américain Dwight Eisenhower commandant suprême de l'opération Overlord, nom de code de la plus grande invasion amphibie jamais réalisée.

« Les Alliés ont besoin d'un port de ravitaillement français pour soutenir adéquatement la Force d'invasion. Toutefois, après le raid désastreux du port de Dieppe, en 1942, durant lequel ont été tués, blessés ou capturés plus de 3369 Canadiens, les stratèges militaires savent bien qu'une attaque navale contre ce port bien défendu est de la pure folie. En fait, la majorité de la rive française de La Manche a été transformée en ce qu'on appelle le 'mur de l'Atlantique', constitué de kilomètres de fortifications, de nids de mitrailleuses et de bunkers allemands surplombant les estuaires et les plages, eux-mêmes couverts de barbelés, de fossés antichars et d'autres obstacles. [...]

« La campagne de Normandie arrive enfin à sa conclusion le 21 août 1944. Au même moment, la fermeture de la Poche de Falaise, en grande partie à cause des Canadiens, permet la capture d'environ 150 000 soldats allemands. La poursuite de l'ennemi en Hollande, en Belgique et en Allemagne peut désormais commencer. »

Aujourd'hui, il est courant d'entendre les impérialistes anglo-américains et européens rabaisser les exploits des peuples soviétiques pour vaincre Hitler en affirmant que c'est le débarquement historique de Normandie du 6 juin 1944 qui a brisé les reins d'Hitler. Cela permet d'affirmer que les États-Unis ont joué un rôle décisif pour sauver le monde de l'hitlérisme et de qualifier les guerres d'agression et d'occupation américaines de guerres de libération. Toutes les interventions militaires américaines depuis le débarquement de Normandie viseraient à contrer des dictatures et des tyrannies semblables à celles d'Hitler, s'inscrivant ainsi fidèlement dans la tradition du débarquement en Normandie.

Ce n'est pas le cas. C'est à Stalingrad que l'Armée rouge a brisé les reins d'Hitler et a ensuite chassé et refoulé ses forces nazies jusqu'à Berlin où elles ont été forcées de capituler. Cela n'enlève rien au fait que le deuxième front a occupé au combat une bonne partie des troupes nazies. Les pertes allemandes (tuées et blessées) dans la campagne de Normandie sont estimées à plus de 200 000, tandis que les Alliés ont subi 209 000 pertes sur les plus de deux millions de soldats débarqués en France depuis le jour J. On compte plus de 18 700 Canadiens parmi les victimes, dont plus de 5 000 soldats tués. Si les puissances anglo-américaines s'étaient jointes au front antifasciste appelé et créé par l'Union soviétique sous Staline, les pertes causées par l'occupation hitlérienne de l'Europe et l'invasion de l'Union soviétique n'auraient pas été aussi grandes. Mais leur motif principal était de sortir de la guerre avec un avantage sur l'Union soviétique.

À l'occasion de cet anniversaire, *LML* rend hommage à tous les hommes et à toutes les femmes qui ont contribué à la défaite du fascisme, du nazisme et du militarisme japonais lors de la Deuxième Guerre mondiale. Leur cause pour la paix, la démocratie et la liberté n'est pas la même que celle pour laquelle les impérialistes américains et les grandes puissances mènent des guerres aujourd'hui. Aujourd'hui, la lutte pour la paix, la liberté et la justice exige l'établissement de gouvernements

antiguerrre et la garantie que les pays soient des zones de paix et non de guerre.

(Sources : Archives HBRS, Historica Canada. Photos: Bibliothèques et Archives Canada, Imperial War Museum)



Le débarquement de Normandie et la réécriture de l'histoire

- François Lazure -

Dans un article publié à l'occasion du 70e anniversaire du jour J, l'historien militaire Benoît Lemay, du Collège militaire royal de Kingston, en Ontario, souligne : « Il y a plusieurs idées reçues concernant le débarquement de Normandie. On pense que c'est ce qui a permis aux Alliés de remporter la Deuxième Guerre mondiale. Il faut apporter des nuances. En fait, en juin 1944, l'Allemagne a déjà perdu. Le débarquement permet seulement d'accélérer la fin de la guerre. Ce sont les Russes, sur le front de l'Est, qui ont fait le gros du travail. Pour des raisons de propagande, dans les années de guerre froide qui ont suivi, l'Ouest va tenter de minimiser l'effort apporté par les Soviétiques. On va véhiculer que ce sont les Alliés qui ont fait le gros du travail ».[1]

Benoît Lemay explique ainsi les motifs du débarquement : « En réalité, les Alliés ont débarqué en France non seulement pour battre les Allemands, mais aussi pour que l'Europe de l'Ouest ne tombe pas sous la coupe soviétique. Il y avait un aspect politique et des intérêts économiques. »[2]

Lors de leur rencontre à Téhéran fin-novembre 1943, les trois dirigeants, Staline, Churchill et Roosevelt, s'entendent : un second front sera ouvert. C'est le débarquement en Normandie le 6 juin 1944 qui ouvre ce deuxième front dans ce contexte militaire créé par l'Armée rouge où l'Allemagne, qui a déjà perdu la guerre à cause d'elle, doit dorénavant se battre sur deux fronts à la fois.

Selon les plans d'invasion, la ville de Caen devait être libérée le 6 juin au soir, mais les combats sont si féroces qu'elle n'est libérée que 40 jours plus tard, le 17 juillet. L'historien français Claude Quétel explique : « Le 22 juin 1944, un peu plus de quinze jours après le Débarquement en Normandie - et trois ans jour pour jour après l'invasion de l'Union soviétique par les armées nazies - Staline attaque, de son côté, les troupes hitlériennes. Objectif : maintenir un maximum de divisions allemandes à l'Est afin de faciliter la progression des Alliés à l'Ouest. Staline met le paquet. Pour cette opération, pas moins de 166 divisions, 1 300 000 hommes, 5 000 avions, 2 700 chars sont mobilisés. Le front principal n'est pas celui qu'on croit en Normandie : il est à l'Est. »[3]



Cependant, écrit Quétel : « Cette offensive soviétique, la plus grande depuis le début de la guerre, a été souvent occultée dans le monde occidental pour cause de guerre froide et de réécriture de l'Histoire. »[4]

Quétel nous dit : « Les victoires russes à Stalingrad et surtout à Kursk changent la donne. Le risque majeur pour les Anglo-Saxons n'est plus de voir Staline signer une paix séparée avec Hitler, mais de

le voir remporter seul la victoire finale ! Il devient urgent de discuter de stratégie... avec les Soviétiques. La conférence de Téhéran réunit pour la première fois dans cette guerre Churchill, Roosevelt et Staline. »

L'historien Anthony Beevor résume ainsi ce qui se passe quelques jours avant le débarquement de Normandie : « Roosevelt tint à rappeler à ses subordonnés que les Alliés ne libéraient pas la France pour installer le général de Gaulle au pouvoir ». Le but des États-Unis consistait à « imposer un gouvernement militaire le temps que des élections soient organisées », ce qui prendrait un certain temps. Voilà pourquoi Roosevelt « insista sur la création d'une monnaie d'occupation ». Les désaccords furent sérieux dans l'entourage de Roosevelt et « Churchill fit de son mieux pour le persuader qu'il leur fallait travailler avec de Gaulle ». [5] Roosevelt céda. De Gaulle fut alors mis au courant du débarquement planifié à son insu dans son propre pays. Il l'apprend le 4 juin, soit... la veille du débarquement tel que prévu à l'origine ! L'« occupation » d'une partie de l'Europe aura ainsi lieu quand même, mais sans « un gouvernement militaire » des États-Unis et sa « monnaie d'occupation » en France.

Durant une entrevue, l'historien Beevor fit part de l'inquiétude des alliés anglo-américains à l'égard d'une capitulation de l'Allemagne seulement à l'Union soviétique si le débarquement de leurs troupes était retardé.

« La décision d'Eisenhower de lancer, en dépit des avertissements des spécialistes de la météo, les opérations le 6 juin, après un premier report le 5, n'a pas seulement été une décision courageuse, c'est une prise de position historique. S'il avait dit : on repousse la date, la prochaine fenêtre possible se situait exactement au milieu de la grande tempête du 19 juin, une des pires qu'ait connues la Manche. Il aurait donc fallu à nouveau suspendre les opérations probablement jusqu'au printemps 1945. Cela aurait eu des conséquences inimaginables non seulement pour le secret des opérations et pour le maintien pendant une très longue période de l'armada rassemblée en Grande-Bretagne, mais surtout, pendant ce temps, l'Armée rouge non seulement serait arrivée à Berlin, mais elle aurait eu le temps de dépasser le Rhin et d'aller, pourquoi pas ? jusqu'à La Rochelle... Vous imaginez le tableau ! »[6]

Le rôle décisif de l'Union soviétique dans la défaite militaire de l'Allemagne fasciste était chose admise par tout le monde à l'époque. En fait, chose admise avant même le débarquement de Normandie par le président des États-Unis, Franklin D. Roosevelt, qui remet un diplôme à la ville de Stalingrad le 17 mai 1944 en disant :

« Au nom du peuple des États-Unis d'Amérique, j'offre ce document à la ville de Stalingrad en témoignage d'admiration pour ses vaillants défenseurs dont le courage, la force d'âme et le dévouement, manifestés pendant les journées du siège du 13 septembre 1942 jusqu'au 31 janvier 1943, inspireront éternellement les coeurs de tous les hommes libres. Leur glorieuse victoire a endigué le flot de l'invasion et marqué le tournant décisif de la guerre des Nations alliées contre les forces de l'agression ». [7]

Les impérialistes anglo-américains aiment néanmoins prétendre que ce sont eux, et non les Soviétiques, avec l'invasion de la Normandie, qui furent le facteur décisif dans la défaite d'Hitler. Les commémorations du Jour J servent à cette propagande guerrière contre la Russie aujourd'hui. C'est un affront non seulement aux peuples de l'ancienne Union soviétique dont le sacrifice a littéralement sauvé l'Europe, mais aussi aux forces antifascistes de Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada et de l'Europe, qui ont combattu héroïquement pour faire leur part dans la guerre. C'est fait pour faire croire que les guerres d'agression et d'occupation d'aujourd'hui sont pour la démocratie, la paix et la liberté et c'est un affront encore pire à la contribution antifasciste des soldats qui ont combattu sur le Second Front.

Notes

1. *La Presse*, 6 juin 2014
2. *La Presse*, *op. cit.*
3. *Le Monde Hors-série* : 1944/Débarquements, résistances, libérations ; mai-juillet 2014 ; *La bataille de Normandie en neuf points*, p.20-23
4. *Ibid*
5. Antony Beevor, *The Second World War*, Little, Brown and Company, New York, 2012
6. *Le Point* ; Beevor : « Ce n'était pas gagné d'avance » ; 5 juin 2014, pp 58-62
7. Staline, *Oeuvres*, Tome XVI, Nouveau Bureau d'édition, 1975, note 148

(Une version de cet article est parue dans LML du 9 juin 2018 à l'occasion du 74e anniversaire du Jour J. Photo: LML)

Supplément
L'année en photos

**Une année de résistance à l'escalade de
l'offensive antisociale du gouvernement Ford**



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca